

POLICE JUDICIARE

UNCLASSIFIED

EL/WG MAY 2009

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

UNARCHIVES

SERIES 5-1060

BOX 16

FILE 1

ACC. 1998/0281

01
ECOLE DE LA GENDARMERIE
NATIONALE DU RWANDA
EGENA - RUHENGARI

FORMATION DES ELEVES - GENDARMES

COURS DE POLICE JUDICIAIRE

Instructeur : Chef d'Escadron
Zanga Berthé.

MINUAR - UNAMIR

(MALI)

PROGRAMME DE LA POLICE JUDICIAIRE

Instructeur : Major Zanga Berthé

I. Notions de Droit

- l'Infraction
- la Classification des Infractions
- le Ministère Public
- le Ministère Public près le Tribunal de 1ère Instance
- le Ministère Public près le Tribunal de Simple Police
- le Ministère Public près le Tribunal Correctionnel
- le Procureur de la République
- le Procureur Général
- la Cour d'Assises
- la Police Judiciaire et les APJ
- Les OPJ
- le Juge d'Instruction

II. Enquêtes Judiciaires

- Relations de Gendarmerie avec les autorités Judiciaires
- les Enquêtes Judiciaires
- l'Enquête Préliminaire
- l'Enquête de FD
- le Transport sur les lieux
- les Constatations
- les Croquis et les Prises de Vues Photographiques
- les Auditions
- Prise de Déclarations
- les mesures de Garde à Vue
- les Perquisitions et Saisies

III. Les Missions Diverses:

- le Droit d'Entrer dans un Domicile
- le Droit d'Arrestation
- les Droits du Gendarme (Fouille et Saisie)
- comment se Saisir d'une personne et comment la Fouiller
- le Droit de faire Usage des Armes
- le Droit au Contrôle d'Identité
- les Recherches des Personnes Signalées

- les Mandats
- l'Ordonnance de Prise de Corps
- l'Extrait du Jugement - la Contrainte par Corps
- les Transfèrements
- les Services Divers
- la Protection de l'Enfance

LA POLICE JUDICIAIRE

Instructeur : Major Zanga Berthé

Leçon n° 1

Objet: La police judiciaire constate les infractions à la loi pénale, en rassemble les preuves et en recherche les auteurs tant qu'une information n'est pas ouverte. Lorsque'une information est ouverte, elle exécute les délégations des juridictions d'instruction et défère à leurs réquisitions (art. du Code de Procédure Pénale)

Par opposition à la Police Administrative, la police judiciaire se rattache essentiellement à la répression.

Elle est exercée:

- sous la direction du Procureur de la République
- sous la surveillance du Procureur Général près la Court
- sous le contrôle de la Chambre d'Accusation.

L'INFRACTION:

I. GENERALITES:

Définition:

Lorsqu'une personne exécute un acte interdit par la loi, ou omet volontairement d'effectuer un acte prescrit par la loi sans pouvoir se justifier par l'accomplissement d'un devoir ou l'exercice d'un droit, elle commet une infraction punissable par la loi.

Lorsqu'une personne :

1. exécute un acte interdit par la loi (exemple: bris de clôture)
2. ou omet volontairement d'effectuer un acte prescrit par la loi (exemple: non-assistance à une personne qui se noie)
3. sans se justifier par l'accomplissement d'un devoir (exemple: agents défonçant une porte)
4. ou l'exercice d'un droit (exemple: agent arrêtant un citoyen)

elle commet une infraction punissable par la loi

Comparaison de l'Infraction avec le Délit Civil et la Faute Disciplinaire

Délit Civil	Infraction	Faute Disciplinaire
Fait dommageable causé par une faute même s'il n'est pas visé par un texte spécial. Ex. une dette ↓ est sanctionné par une obligation de réparer le dommage causé (somme d'argent "dommages & intérêts")	Acte précis prévu réprimé par la loi pénale Ex. le vol : ↓ est sanctionné par une peine (amende, prison)	Acte fait en violation des règles particulières à une profession (règlement discipline dans les armées) ↓ est sanctionné par une mesure disciplinaire (consignes-arrêts)

II. Eléments constitutifs:

Une infraction suppose la réunion de trois éléments constitutifs, à savoir:

1. une violation de la pénale : élément légal
2. un fait matériel : élément matériel
3. une faute : élément moral

A. Elément légal:

Un fait ne constitue une infraction que lorsqu'il est prévu et puni par la loi. Il n'y a pas d'infraction, donc pas de peine sans loi.

B. Elément matériel:

L'élément matériel peut être:

- | | |
|-----------------|--|
| un acte positif | faire ce que la loi interdit (tuer une personne) |
| un acte négatif | ne pas exécuter ce que la loi commande de faire (ne pas porter secours à une personne en danger) |

C. Elément moral:

L'élément moral de l'infraction est la "faute". Il peut s'agir, soit :

- d'une faute volontaire : acte accompli sachant qu'il est défendu (il y a infraction coupable)
- d'une faute involontaire: consistant en maladresse, imprudence ou négligence.
- d'une faute correctionnelle: simple inobservation volontaire ou involontaire des prescriptions de certains textes (contravention au Code de la Route).

Exemple : le vol: - élément légal: la loi (art. et suivant du CP)

 - élément matériel: l'acte: le fait de prendre une chose appartenant à autrui.

 - élément moral: volonté de mal faire, intention coupable.

POLICE JUDICIAIREInstructeur : Major Zanga BerthéLECON N°2: LA CLASSIFICATION DES INFRACTIONSI. Généralités:

Le Code Pénal rwandais classe les infractions en trois catégories, à savoir par ordre de gravité décroissant: 1) les crimes, 2) les délits et 3) les contraventions.

C'est la classification tripartite des infractions.

II. Classification Tripartite des Infractions:A. Définition:

L'infraction que les lois punissent de :

- peine de police est une contravention
- peines correctionnelles est un délit
- peines afflictives et infamantes ou infamantes seulement est un crime.

B. Détermination de la qualification de l'infraction:

Les peines de police sont (article 12 du code Pénal):

- l'emprisonnement de 1 à 10 jours inclusivement
- l'amende de 300 à 18000 Francs inclusivement
- la confiscation de certains objets saisis

Les peines correctionnelles (article 5 du Code Pénal) sont:

- l'emprisonnement de 1 mois à 5 ans
- l'amende supérieure à 18000 francs
- l'interdiction à temps de certains droits civiques, civils, de famille.

Les peines afflictives et infamantes ou infamantes seulement (art.4 du Code Pénal) :

- la mort (exécutée par fusillade)
- les travaux forcés à perpétuité
- les travaux forcés de 5 à 20 ans

Infamantes - la dégradation civique

5
En conclusion, une infraction sera qualifiée contravention, délit ou crime en fonction de la peine qui lui est applicable.

Nota Bene : Le terme "délit" est aussi employé dans le langage courant comme synonyme d'infraction, quelle que soit sa qualification. Donc, délit = infraction.

C. Intérêt de la classification tripartite:

La classification de l'infraction permet de déterminer le tribunal ou la cours ayant compétence pour en juger:

- pour les contraventions : le Tribunal de Première Instance
- pour les délits : le Tribunal Correctionnel
- pour les crimes : la Cours d'Assises.

Lorsque la peine comporte un minimum et un maximum, c'est le maximum qui est pris en considération pour la qualification de l'infraction.

POLICE JUDICIAIRE**Leçon n°3 : LE MINISTÈRE PUBLIC****Instructeur: Maj. Zanga Berthé****I. Généralités:**

Le Ministère Public "désigne le magistrat qui, à une audience déterminée d'un tribunal ou d'une Cours représentant la société.

Il est communément appelé "parquet".

II. Organisation:

Auprès de chaque tribunal ou cours, le Ministère Public est représenté :

- au Tribunal de Première Instance par le Procureur de la République ou le Substitut ou le J.P.C.E.
- au Tribunal Correctionnel par le Procureur de la République ou le Substitut
- à la Cours d'Assises par le Procureur Général ou le Procureur de la République (exceptionnellement)
- à la Cours d'Appel par le Procureur Général ou l'Avocat Général.

III. Attributions:

Le Ministère Public exerce l'action publique, en :

- engageant des poursuites contre les auteurs d'infractions pénales
- défendant les intérêts de la Société lors des jugements.

Le Ministère Public près le tribunal de Première Instance**I. Organisation du Ministère Public:**

Les fonctions de "Ministère Public" près le tribunal de première instance sont remplies au jugement des contraventions par le Procureur de la République ou le Substitut

2. Rôles: Le Ministère Public:

- engage des poursuites
- convoque les parties (auteurs du crime) et les témoins
- assure le déroulement de l'audience où sa présence est obligatoire
- défend les intérêts de la Société
- assure l'exécution des jugements.

Organisation d'une Justice de Paix à Compétence Étendue

La justice de paix à compétence étendue est une juridiction de jugement normalement compétente pour connaître les infractions qualifiées de "contraventions".

Rôle: auprès de la justice de paix à compétence étendue, il n'y a pas de ministère public. Le juge de paix à compétence étendue reçoit les plaintes et les dénonciations, lesquelles sont instruites et jugées. Il exerce les pouvoirs qui sont attribués au procureur de la République.

Les pouvoirs ainsi confiés au Juge de Paix à Compétence Étendue sont exercés sous le contrôle du Procureur de la République.

Le Juge de Paix à Compétence Étendue

Il assure trois fonctions, à savoir:

- Procureur de la République
- Juge d'Instruction
- Président du Tribunal

Sous le contrôle du Procureur de la République, il :

- engage des poursuites
- convoque les parties (c'est à dire l'auteur et la victime)
- assure le déroulement de l'audience
- défend les intérêts de la société
- assure l'exécution des jugements.

Les juges de paix à compétence étendue rendent "seuls" la justice dans les matières qui sont de la compétence de sa juridiction

Les juges de paix à compétence étendue tiennent des audiences foraines, dans le ressort de leur juridiction toutes les fois que les besoins du service l'exigent. Les dates de ces audiences sont fixées en Chambre du Conseil

Le juge en déplacement pour tenir une audience foraine se saisit des infractions portées à sa connaissance si elles n'ont fait l'objet d'une information ouverte par le commandant de Cercle

Les Tribunaux de simple police

1. Définition:

Les tribunaux de simple police sont des juridictions de jugement compétentes pour connaître des infractions qualifiées "contraventions".

2. Compétences:

Le tribunal de simple police (tribunal de première instance ou justice de paix à compétence étendue a compétence pour juger des contraventions commises sur l'étendue de son ressort.

3. Organisation:

Le tribunal de première instance ou de justice de paix à compétence étendue juge les délits civils.

L'un ou l'autre devient tribunal de simple police lorsqu'il juge au pénal.

4. Composition du tribunal de première instance:

Il comprend :

- un président (juge unique)
- un ministère public (procureur de la République)
- un greffier (greffier du tribunal de première instance)

5. Procédure (Rôle de chacune des parties):

- a. Le juge :
 - assure la police de l'audience
 - assure la police des débats
 - prononce le jugement.
- b. Le ministère public représente la société, requiert l'application de la loi.
- c. Le greffier :
 - enregistre les faits importants du ou des débats
 - écrit le jugement

La Justice de Paix à Compétence Étendue

Elle comprend :

- un juge unique (président du tribunal)
- un greffier (greffier du tribunal de première instance)

Comme Président de la justice de paix à compétence étendue, il :

- cite le prévenu devant le tribunal
- juge les affaires qu'il a instruites
- statue sans le concours du ministère public
- assure l'exécution des jugements

Le Tribunal Correctionnel

I. Définition

Le tribunal correctionnel est la juridiction de jugement compétente pour connaître des infractions qualifiées "délits".

II. Compétence:

Le tribunal correctionnel a compétence pour juger les délits commis dans l'étendue de son ressort, en principe "cercle".

III. Organisation:

- le tribunal de première instance juge les affaires civiles
- il devient tribunal correctionnel lorsqu'il juge au pénal.

IV. Composition: Le tribunal correctionnel comprend :

- un ministère public (le procureur de la République)
- des juges (un président ou l'un des juges)
- un greffier qui exerce ses fonctions normales auprès du tribunal de première instance.

Rôle des parties composant le tribunal:

A. Rôles du président Il a deux missions

- | | |
|---------------------------|---|
| 1. Police de l'audience:- | il a tous les pouvoirs pour maintenir l'ordre et assurer la dignité de l'audience. Il peut pour cela recourir à la Force Publique |
| 2. Direction des débats | il assure le déroulement normal des débats
il interroge le prévenu |

B. Rôle du ministère public:

Le ministère public qui doit être présent pendant toute la durée des débats :

- convoque le prévenu et les témoins
- intervient pendant les débats en posant des questions aux magistrats
- défend les intérêts de la société en demandant l'application de la peine (réquisitoire)
- fait assurer l'exécution du jugement

C. Rôle du Greffier:

- enregistre les faits essentiels des débats
- écrit le jugement.

POLICE JUDICIAIREInstructeur : Major Zanga BerthéLeçon n°4Le Procureur de la République1. Généralités:

Le procureur de la République est le magistrat placé auprès du tribunal de première instance (Tribunal Correctionnel) pour exercer les fonctions suivantes:

- chef de la police judiciaire
- ministère public

2. Direction de la Police Judiciaire:

Le Procureur de la République est le Chef de la Police Judiciaire. En cette qualité :

- il dirige l'activité des officiers de Police Judiciaire
- il est destinataire des plaintes, dénonciations et des procès-verbaux
- il donne des instructions aux OPJ et APJ pour la recherche, constatation des infractions et la poursuite des auteurs
- adresse des réquisitions ainsi que des demandes d'enquêtes et de renseignements aux OPJ et APJ.

Du fait de son pouvoir de direction, il fait aux OPJ et APJ les observations qui s'imposent dans l'exercice de leurs fonctions de police judiciaire.

3. Rôle au cours du procès: Le Procureur de la République :

1. procède ou fait procéder à tous les actes nécessaires à la recherche des infractions à la loi pénale.
2. apprécie l'opportunité des poursuites:
 - engage les poursuites, soit cite devant le tribunal, soit saisit le juge d'instruction.
 - ou classe l'affaire.

3. exerce les fonctions de ministère public:
 - près le tribunal de police (tribunal de première instance)
 - près le tribunal correctionnel
 - près la Cours d'Assises (exceptionnellement)
4. fait assurer l'exécution des décisions judiciaires rendues par les tribunaux et cours d'assises.

Placé auprès du tribunal de première instance, ce magistrat instructeur intervient dans la phase information ou instruction préparatoire du procès-verbal.

Dans le but d'"informer" au mieux les magistrats du siège, il complète par des enquêtes approfondies celles effectuées par les services de police.

POLICE JUDICIAIREInstructeur : Major Zanga BethéLeçon n° 5 : Le Procureur Général1. Généralités:

Le procureur général est le Haut Magistrat qui assure les fonctions de ministère public auprès de la cours d'appel. Mais il est également le surveillant de la police judiciaire et le chef du ministère public dans son ressort.

2. Surveillance de la police judiciaire dans le ressort de la cours d'appel:

En cette qualité de surveillant, le procureur général;

- surveille l'activité des OPJ et des APJ
- intervient en cas de faute commise dans l'exercice de la police judiciaire.

3. Exercice des fonctions de chef du ministère public:

En sa qualité de chef du ministère public, le procureur général:

- veille à l'application de la Loi Pénale par tous les tribunaux et cours de son ressort.
- a autorité sur les procureurs de la République près ces tribunaux et justices de paix à compétence étendue.

4. Rôle du Procureur Général au cours du Procès Pénal:

- il représente la société à la cours d'assises et à la cours d'Appel.
- il fait exécuter les décisions de ces cours.

5. Attributions Diverses du Procureur Général:

Outre son attribution principale de ministère public, le procureur général intervient encore:

- sur le plan judiciaire: assiste aux audiences de la cours d'appel jugeant au civil
- sur le plan administratif: visite les établissements pénitentiaires et surveille la tenue du casier judiciaire
- sur le plan de la Force Publique, il a le droit de requérir la force publique dans l'exercice de ses fonctions

POLICE JUDICIAIREInstructeur : Major Zanga BerthéLeçon n° 6 : La Cours d'Assises1. Définition:

La cours d'Assises est la juridiction compétente pour juger les infractions qualifiées "crimes".

2. Caractéristiques:

La cours d'assises est une juridiction :

- a. non permanente: elle siège en principe que chaque trimestre pendant une assez courte durée
- b. qui siège
- c. à caractère mixte. Elle se compose:
 - .d'un élément professionnel (magistrats)
 - .d'un élément occasionnel et populaire (citoyens) 2 assesseurs
- d. Statue sans appel: Du fait de son caractère mixte, elle rend des arrêts qui sont sans appel.
La seule voie de recours ouverte contre les arrêts de la cours d'assises est le pourvoi en cassation.

3. Composition:

La cours d'assises associe : - des magistrats professionnels (la Cours)

- des citoyens (qui constituent le jury)

Comme toutes les juridictions, elle comprend aussi :

- le ministère public (le procureur général)
- le greffier.

La Cours proprement dite comprend:

- le président et
- deux conseillers

4. Rôle des parties composant la Cours:

a. Rôle du Président: il a une triple fonction :

- assure la police de l'audience
- dirige les débats (interroge l'accusé, les témoins, pose des questions aux experts, éclaire les assesseurs sur l'exercice de leurs fonctions et même leur rappelle leurs devoirs)
- il est investi d'un pouvoir propre et spécial dit "discrétaire" pendant les débats.

b. Rôle des Conseillers:

Le rôle des conseillers est plus effacé que celui du président. Ils n'interviennent que lorsque les décisions doivent être prises par la Cours entière, notamment pour:

- décider le huis clos
- statuer sur les réquisitions du ministère public
- statuer sur les conclusions que l'accusé, la partie civile et leurs conseillers peuvent déposer.
- régler les incidents contentieux au cours des débats
- renvoyer l'affaire à la prochaine session
- condamner un assesseur défaillant ou un témoin
- régler les intérêts civils
- juger les contraventions et délits commis à l'audience.

Les conseillers peuvent poser des questions à l'accusé et aux témoins en demandant la parole au président.

c. Rôle des assesseurs:

- ils doivent se décider suivant leur conscience et leur intime conviction
- les devoirs des assesseurs sont énoncés à l'article

- les assesseurs peuvent poser des questions à l'accusé et aux témoins (droit de parole demandé au président)
- ils peuvent communiquer entre eux et avec les magistrats de la cours
- ils ne doivent pas manifester prématurément leur opinion, sont astreints à garder le secret des délibérations même après la cessation de leurs fonctions. Ils prêtent serment de respecter ces obligations.

d. Rôle du Ministère Public:

Le représentant du ministère public doit être présent toute la durée des débats.

Le procureur général (ou son représentant) :

- poursuit les personnes mises en accusation, mais uniquement pour les infractions portées dans l'arrêt de renvoi
- signifie à l'accusé 24 heures avant l'ouverture des débats la liste des témoins qu'il désire faire entendre
- peut poser directement des questions à l'accusé, aux témoins et à toutes personnes appelées à la barre ainsi qu'aux experts
- demande qu'il soit dressé procès-verbal des auditions, changements ou variations qui peuvent exister entre la déposition d'un témoin et ses précédentes déclarations.
- peut demander qu'un témoin se retire momentanément de la salle d'audience après sa déposition
- peut s'opposer à l'audition d'un témoin dont le nom ne lui a pas été signifié régulièrement
- peut présenter une requête pour le renvoi à une prochaine session
- peut prendre toutes réquisitions qu'il juge utiles pendant les débats (la cours est tenue de lui donner acte et de délibérer)
- prononce son réquisitoire
- fait assurer l'exécution de l'arrêt rendu par la cours d'assises

e. Rôle du Greffier: Chaque greffier dresse procès-verbal notamment:

- de l'interrogatoire de l'inculpé par le président de la cours d'assises avant l'audience, ainsi que la désignation du conseil de celui-ci
- de la nomination des assesseurs
- des débats (avec constatation de l'accomplissement des formalités prescrites)

f. Rôle du conseil de l'accusé:

- le conseil de l'accusé ne peut être choisi ou désigné d'office que parmi les avocats inscrits au Barreau
- l'avocat (ou conseil) a por rôle essentiel de développer tout ce qui peut être utile à la défense de l'accusé. Il peut notamment:
- demander au président ou à la cours toutes les mesures d'instruction qu'il juge nécessaires
- déposer les conclusions sur lesquelles la cours est tenue de statuer,
- poser par l'intermédiaire du président, des questions aux accusés, aux témoins et toutes personnes appelées à la barre
- faire poser par le président des questions aux experts
- s'opposer à l'audition d'un témoin dont le nom n'a pas été régulièrement signifié à l'accusé
- demander qu'il soit dressé procès-verbal des auditions, changements ou variations qui peuvent exister entre la déposition d'un témoin et ses déclarations précédentes
- présenter une requête pour renvoi à la
- plaide après le réquisitoire du ministère public et a toujours la parole le dernier (avec l'accusé).

g. Rôle de la Partie Civile (son Conseil ou Avocat):

En sa qualité de victime, la partie civile défends ses intérêts en considération du seul dommage qui lui a été causé.

Elle est représentée par un avocat dont le rôle est :

justifier le dommage

- développer les moyens tendant à prouver la responsabilité de l'accusé

Pour exercer ses droits, la partie civile peut notamment:

- déposer des conclusions sur lesquelles la cours est tenue de statuer
- poser par l'intermédiaire du président des questions à l'accusé, aux témoins et aux personnes appelées à la barre.
- faire poser par le président des questions aux experts
- s'opposer à l'audition d'un témoin dont le nom n'a pas été régulièrement signifié à la partie civile.
- demander qu'il soit dressé un procès-verbal des auditions, changements, variations qui peuvent exister entre la déposition d'un témoin et ses déclarations précédentes
- demander qu'un témoin se retire momentanément de la salle d'audience
- présenter une requête pour envoi à la prochaine session.

La partie civile plaide avant le réquisitoire du ministère public.

POLICE JUDICIAIRE

Instructeur: Major BERTHE ZANGA

Leçon n°7 : La Police Judiciaire

I. Généralités:

Dans le langage courant, l'expression "police judiciaire" est employé pour désigner:

- soit l'ensemble des missions répressives confiées aux services de police et de gendarmerie ou à certains sous-officiers, caporaux et soldats de l'armée, lorsqu'ils sont requis pour assurer la police économique ou le maintien de l'ordre et certains fonctionnaires
- soit l'ensemble des personnels chargés de ces missions répressives.

II. Enumération: sont agents de la police judiciaire:

- 1° les gendarmes n'ayant pas la qualité d'officier de police judiciaire
- 2° les fonctionnaires des services actifs de police n'ayant pas la qualité d'officier de police judiciaire
- 3° les agents de la police municipale
- 4° les sous-officiers, caporaux et soldats de l'armée, lorsqu'ils sont requis pour assurer la police économique ou le maintien de l'ordre.

III. Rôles: la police judiciaire a trois missions principales:

- 1° constater les infractions à la loi pénale
- 2° en rassembler les preuves
- 3° en rechercher les auteurs.

IV. Subordination de la Police Judiciaire:

Dans l'exercice de ces fonctions l'agent de la police judiciaire est placé sous la direction du Procureur de la République.

La police judiciaire se divise en trois catégories de personnels:

- les officiers de police judiciaire
- les agents de police judiciaire
- les fonctionnaires et les agents de certaines administrations.

Les personnels participant à la police judiciaire sont tenus de prouver la légalité de leurs actes en déclarant la qualité en vertu de laquelle ils procèdent. Mention de cette qualité doit apparaître en tête des procès-verbaux qu'ils établissent.

L'insigne de fonction peut être constitué par:

- l'uniforme (gendarme)
- l'écharpe tricolore (maintien de l'ordre)
- présentation d'une commission (certains fonctionnaires)

VI. Connaissance de l'Infraction

Les OPJ et les APJ ont connaissance des infractions:

- sur instructions du Procureur de la République et des chefs hiérarchiques
- par plainte
- par dénonciation
- par réquisition
- par constatation d'initiative.

VII. Missions de l'Agent de Police Judiciaire

Les APJ ont pour missions:

1. de seconder dans l'exercice de leurs missions les OPJ
2. de constater en se conformant aux ordres de leurs chefs ou des autorités locales compétentes les infractions à la loi pénale et de recueillir tous les renseignements en vue de découvrir les auteurs de ces infractions, le tout dans le cadre et dans les formes prévues par les lois organiques ou spéciales.

3. en matière de crime ou délit flagrant, les agents de police judiciaire désignés à l'article peuvent également entendre dans la limite des ordres reçus, toutes personnes susceptibles de fournir des renseignements sur les faits en cause.

Ils rendent compte dans les formes prescrites par le présent code à l'officier de police judiciaire qu'ils secondent.

4. de rendre compte à leurs chefs hiérarchiques de tous les crimes et délits dont ils ont connaissance.

Les agents de police judiciaire ont également mission d'assurer

- l'exécution des mesures de contraintes contre les témoins défaillants (CPP)
- des mandats d'amener, d'arrêt et de dépôt ainsi que les ordonnances de prise de corps
- des arrêts et des jugements de condamnation
- des contraintes par corps.

ATTENTION: En aucun cas un agent de police judiciaire ne peut décider une mesure de "garde à vue".

Dans les cas de crime ou délit flagrant puni d'une peine d'emprisonnement, il a qualité comme toute personne pour appréhender l'auteur et le conduire devant l'officier de police judiciaire le plus proche.

VIII. Actes de la Police Judiciaire

Les deux principaux actes de la police judiciaire sont:

1^o le procès-verbal (PV) par lequel un gendarme OPJ ou APJ:

- constate un fait ou une infraction
- reçoit une plainte ou une dénonciation
- relate les opérations accomplies d'initiative ou sur ordre

2^o le rapport.

IX. Compétence Territoriale de l'Agent de Police Judiciaire

L'agent de police judiciaire a compétence dans les limites territoriales de la circonscription qu'il est normalement chargé de surveiller.

Toutefois, un APJ peut toujours opérer valablement en dehors de sa circonscription dans les deux cas suivants:

- ordre spécial d'un supérieur hiérarchique, mais dans la limite de la propre circonscription de ce supérieur;
- en cas d'urgence, il peut opérer dans toute l'étendue du ressort du Tribunal auquel il est rattaché.

N.B.: cependant, tout militaire de la gendarmerie peut relever par procès-verbal une infraction à la loi pénale, partout où son intervention s'avère nécessaire et urgente. Exemple: un gendarme APJ qui effectue un transfèrement en dehors de sa circonscription est témoin d'un délit; dans ce cas il peut dresser un procès-verbal, valant renseignement, de ses premières constatations, mais il doit dès que possible aviser l'OPI normalement compétent.

Les Fonctionnaires et Agents Chargés de Certaines Administrations

I. Enumération

- les ingénieurs et agents assermentés des Eaux et Forêts
- les inspecteurs des chasses et lieutenant de chasse
- les fonctionnaires et agents de certaines administrations

II. Attributions

a. Ingénieurs et agents assermentés des Eaux et Forêts

Ils recherchent et constatent les infractions à la réglementation des Eaux et Forêts, de la chasse, de la pêche, ainsi que des infractions à la réglementation des armes. Ils peuvent saisir les armes et les munitions détenues illégalement ou qui ont servi à commettre une infraction de leur compétence.

b. Inspecteurs de chasse et Lieutenant de chasse

Ils recherchent et constatent les infractions à la réglementation des Eaux et Forêts, de la chasse, ainsi que les infractions à la réglementation des armes. Ils peuvent saisir les armes et munitions détenues illégalement ou qui ont servi à commettre une infraction de leur compétence.

A ces fins, ils ont le droit:

- de suite et de séquestre des choses enlevées. Ils ne peuvent cependant s'introduire dans les maisons, cours adjacentes et enclos qu'en présence d'un OPJ qui ne peut refuser de les accompagner. Il signe le PV de l'opération à laquelle il a assisté.
- de réquisition de la Force Publique
- d'appréhender tout individu surpris en flagrant délit: ils conduisent devant un OPJ tout individu qu'ils surprennent en flagrant délit ou dont ils ne peuvent s'assurer de l'identité.

NOTA: Ils peuvent être requis par le Procureur de la République, le Juge de Paix à compétence étendue, les OPJ afin de leur prêter assistance.

c. Fonctionnaires et agents des Administrations et Services Publics

Ce sont les fonctionnaires et agents auxquels des lois spéciales attribuent certains pouvoirs de police judiciaire. Ils exercent ces pouvoirs dans les conditions et dans les limites fixées par la loi.

III. Actions et Poursuites

En matière d'infractions au Code forestier, les actions et poursuites sont exercées par le chef de service des Eaux et Forêts ou son représentant devant les tribunaux suivant les règles de compétence.

Les agents forestiers assermentés ont le droit d'exposer l'affaire devant le tribunal et sont entendus à l'appui de leurs conclusions. Ils siègent à la suite du Procureur et des Substituts.

Les jugements sont notifiés au chef du service forestier qui peut interjeter appel des jugements rendus en premier ressort. Il peut se pourvoir en cassation contre les arrêts ou jugements rendus en dernier ressort des tribunaux. Il a alors le droit d'exposer l'affaire devant la Cour d'Appel. Il est entendu à l'appui de ses conclusions. Il siège à la suite du Procureur Général et des Substituts.

Les mêmes directives sont applicables en matière d'infractions à la chasse.

POLICE JUDICIAIRE

Instructeur: Major ZANGA Berthé

Leçon n°8 : LES OFFICIERS DE POLICE JUDICIAIRE (OPJ)

I. ENUMÉRATION DES OPJ

Sont officiers de la police judiciaire:

- les Procureurs de la République et leurs Substituts
- les Juges d'Instruction
- les Directeurs des Services de Sécurité
- les Commandants de Cercle, les Préfets et leurs adjoints
- les Chefs d'Arrondissement
- les Maires et Adjoints
- les Commissaires de Police
- les Inspecteurs de Police nommés OPJ par arrêté du Ministre de la Justice sur proposition du Procureur Général
- les Officiers, Sous-Officiers et Gendarmes, Chefs de Brigade ou Poste de Gendarmerie
- les Gendarmes nommés OPJ par arrêté du Ministre de la Justice sur proposition du Procureur Général
- les attachés au Parquet.

II. HABILITATION:

Principe: les officiers de police judiciaire ne peuvent exercer leurs fonctions qu'en vertu d'une décision du procureur général près la Cour d'Appel.

Conditions: - être affecté à un poste actif de commandement ou d'exécution

- assurer l'exercice de la police judiciaire

- agir dans le cadre d'une circonscription territoriale

III. ATTRIBUTIONS DE L'OPI

a. Les Commandants de Cercle (Préfets) et leurs adjoints

En dehors des cercles où siègent les tribunaux de première instance et les juges de paix à compétence étendue, les commandants de cercles (préfets) ou leurs adjoints à défaut, se saisissent d'office de tout crime ou délit commis dans leur circonscription qu'il y ait ou non flagrant délit, à charge d'en informer immédiatement le procureur de la République compétent et le juge d'instruction du ressort.

Dans les mêmes conditions, ils peuvent être requis d'informer par le Procureur de la République ou saisi d'une délégation totale ou partielle par le juge d'instruction du ressort.

b. Les Maires et leurs Adjoints

Les maires et leurs adjoints effectuent rarement eux-mêmes des enquêtes et des constatations. Sans rechercher positivement les infractions, ils ne manquent pas de connaître les plus graves et de les signaler soit à l'OOPJ, soit au juge de paix à compétence étendue ou encore au parquet.

Toujours présents sur les lieux dans les communes rurales dès qu'une infraction grave est découverte, leur action influe souvent sur la conservation des indices et la précision des premiers témoignages.

Droits des Officiers de la Police Judiciaire

- reçoivent les plaintes ou dénonciations en matière de crimes, délits et contraventions
- constatent les crimes, délits ou contraventions
- peuvent exercer, en cas de crime ou délit flagrant et en cas de réquisition du chef de maison, les pouvoirs propres qui sont attachés à sa qualité
- procèdent à des enquêtes préliminaires soit sur instructions du Procureur de la République, soit d'office.

- déferent aux réquisitions et exécutent les délégations des juridictions d'instruction (commissions rogatoires)

Par ailleurs, un officier de la Police Judiciaire a le droit de requérir:

- le concours de la force publique
- le prêt d'assistance:
 - . des préposés des agents des Eaux et Forêts
 - . des inspecteurs des chasses et lieutenants de chasse
- les personnes qualifiées.

IV. SUBORDINATION DE L'OPI

- 1^o Hiérarchie:
- le Procureur de la République
 - le Juge d'Instruction

- 2^o Discipline: dans son activité, l'OPJ est soumis au pouvoir de:

- direction du Procureur de la République
- surveillance du Procureur Général
- contrôle de la Chambre d'Accusation.

La Chambre d'Accusation exerce un contrôle sur l'activité OPJ ainsi que sur celle des APJ.

V. COMPETENCE

En principe, l'OPI a compétence dans les limites où il exerce ses fonctions habituelles (celle de la brigade, par exemple).

En cas de crime ou délit flagrant: il peut opérer dans toute l'étendue du ressort du tribunal de première instance dont il dépend et dans les ressorts des tribunaux limitrophes à leur propre tribunal.

En cas d'urgence, les militaires de la gendarmerie peuvent opérer dans toute l'étendue du ressort du tribunal de première instance auquel ils sont attachés.

En d'ouverture d'une information:

- a. sur commission rogatoire expresse

Sur commission rogatoire expresse du juge d'instruction, les officiers de gendarmerie peuvent procéder à des perquisitions et saisies dans les ressorts des tribunaux limitrophes à leur tribunal.

- b. sur commission rogatoire internationale

En commission rogatoire, les OPJ et magistrats saisis exécutent tous actes d'instruction nécessaires sur l'ensemble du Territoire et sur tout territoire, en cas de commission rogatoire internationale.

REMARQUES: En flagrant délit ou en enquête préliminaire, notamment sur tout ce qui concerne les infractions d'atteinte à la sûreté de l'Etat, les OPJ, le Ministère Public et les Magistrats instructeurs peuvent procéder en "tout lieu" à toutes perquisitions ou saisies jugées utiles.

VI. RESPONSABILITES DE L'OPJ

- a. Cas d'une faute lourde professionnelle commise dans l'exercice des fonctions de police judiciaire:

Lorsqu'un OPJ a, par dol, violences, voies de fait ou faute lourde professionnelle, notamment violation des droits de la défense en matière de perquisition, causé un préjudice à une personne, celle-ci peut par la voie "de la prise à partie" le faire déclarer responsable du préjudice causé et obtenir réparation.

L'Etat est civilement responsable des condamnations en dommages et intérêts qui sont prononcés contre l'OPJ, sauf son recours contre lui pour se faire rembourser les frais supportés.

L'action de "prise à partie" est portée devant la Cour Suprême.

- b. Cas d'une infraction pénale commise par l'OPJ

Lorsqu'un OPJ a commis un crime ou un délit "hors ou dans l'exercice de ses fonctions mais sa circonscription territoriale", le Procureur de la République saisi de l'affaire présente sans délai une requête à la Chambre Criminelle de la Cour Suprême qui désigne la juridiction chargée de l'instruction ou du jugement.

Le juge d'instruction désigné doit procéder personnellement à tous les actes d'information nécessaires.

c. Les Sanctions

En cas de faute, du fait de son pouvoir de direction, le Procureur de la République peut:

- classer l'affaire sans suite
- faire de simples observations à l'OPJ
- le suspendre temporairement ou définitivement
- transmettre au PR aux fins de poursuite, s'il y a infraction pénale.

La prise à partie est une voie de recours extraordinaire ouverte, tant en matière civile qu'en matière pénale, contre un OPJ ou un magistrat de l'administration de la justice qui a gravement abusé de son autorité.

C'est une action de nature civile, qui a pour objet l'objet de dommages et intérêts à la partie lésée.

POLICE JUDICIAIREInstructeur: Major ZANGA BerthéLeçon n°9 : Le Juge d'InstructionI. GENERALITES

Pour les infractions présentant un certain caractère de gravité ou de complexité le jugement est précédé d'une information ou instruction préparatoire.

L'information qui a pour but la manifestation de la vérité, consiste dans le rassemblement des preuves par un magistrat instructeur appelé **juge d'instruction**.

Cette information ou instruction préparatoire n'existe pas toujours. Elle est:

- exceptionnelle pour une contravention
- facultative pour un délit
- obligatoire pour un crime.

II. MISSIONS DU JUGE D'INSTRUCTION

Le juge d'instruction a pour missions:

- de rechercher et rassembler les preuves des infractions
- de décider de la suite à donner à l'action publique

III. INTERVENTION DU JUGE D'INSTRUCTION

Le juge d'instruction peut être saisi :

- soit par une réquisition du Procureur de la République
- soit par une plainte de la victime avec constitution de partie civile
- ou se saisir lui-même par un transport sur les lieux (cas de crime ou délit flagrant)

Ce magistrat ouvre alors une information. L'auteur de l'infraction ou la personne soupçonnée devient un **inculpé**.

IV. ROLE DU JUGE D'INSTRUCTION

Dès qu'il est saisi, le juge d'instruction

- procède aux actes suivants:

- a) interrogatoire l'inculpé
- b) transport sur les lieux pour constatations nécessaires
- c) perquisitions et saisies
- d) expertises
- e) auditions de témoins et confrontations

- décerne des mandats

- délègue ses pouvoirs à des OPJ par commissions rogatoires pour faire procéder aux actes qu'il ne peut effectuer lui-même

- procède ou fait procéder à une enquête de personnalité de l'inculpé (renseignement sur son comportement, son milieu social et familial).

POLICE JUDICIAIRE

Instructeur: Major ZANGA Berthé

Leçon n°10 : Relations de la Gendarmerie avec les Autorités Judiciaires

I. GENERALITES

Les missions d'ordre judiciaire sont les plus nombreuses et les plus importantes de toutes celles qui incombent à la gendarmerie.

Action dans le domaine judiciaire:

1^o exercice de la police judiciaire:

- constatation des infractions
- rassemblement des preuves
- recherche des auteurs
- exécution des réquisitions ou délégations judiciaires

2^o exécution de missions d'ordre judiciaire:

- décisions judiciaires
- transfèrements
- extractions
- services d'ordre

Gendarme, vous êtes un collaborateur de la justice et vous devez entretenir des relations étroites avec les autorités judiciaires.

II. AVEC QUELS MAGISTRATS LA GENDARMERIE A-T-ELLE DES RELATIONS

Couramment avec: - le Procureur de la République
 - le juge d'instruction
 - le juge des enfants.

Exceptionnellement avec: - le juge du tribunal de première instance
 - le président du tribunal de première instance
 - le président de la cour d'appel
 - le procureur général

a) Le Procureur de la République

- il est le chef de la police judiciaire
- il dirige l'activité des officiers de police judiciaire et des APJ de la gendarmerie. Le Procureur de la République adresse des réquisitions et des demandes d'enquêtes ou de renseignements à la gendarmerie.
- il est destinataire des procès-verbaux.

b) Le Juge d'Instruction

Le gendarme est en relation avec le Juge d'instruction notamment pour:

- la mise à exécution des mandats de justice
- la conduite devant ce magistrat des individus appréhendés en flagrant délit (après présentation devant le Procureur de la République)
- l'exécution des commissions rogatoires (OPJ seulement)
- l'extaction des détenus
- les réquisitions diverses.

c) Le Juge des Enfants

Les relations avec le juge des enfants sont fréquentes, étant donné le rôle que joue la gendarmerie dans la protection de l'enfance. Il s'agit de:

- demandes d'enquêtes
- exécution de commissions rogatoires (OPJ seulement)
- réquisitions

d) Le Président du Tribunal de Première Instance

Vous serez en relation avec eux seulement dans les cas où vous aurez reçu pour mission d'assurer le service d'ordre à une audience.

e) Le Procureur Général

Vous n'avez pas de relations de service à l'échelon "gendarme" avec ce magistrat.

Les magistrats ne vous accordent leur confiance et leur estime qu'autant que, dans vos relations avec eux, vous savez témoigner non seulement de qualités intellectuelles, de tact et de déférence, mais aussi de solides qualités professionnelles.

POLICE JUDICIAIRE

Instructeur: Major BERTHE ZANGA

Leçon n°11 : Les Enquêtes Judiciaires

I. Généralités.

L'Exercice de la Police Judiciaire à savoir;

- Recherche des infractions,
- Constatations de celles-ci,
- Rassemblement des preuves,
- Recherche des auteurs,
- Exécution des réquisitions ou délégations judiciaires.

se traduit pour le gendarme par des enquêtes judiciaires à effectuer. L'enquête judiciaire a pour but:

- D'établir exactement ce qui s'est passé
- D'identifier les auteurs.

Lorsque l'auteur est identifié, interviennent les recherches qui ont pour but de mettre l'auteur de l'infraction à la disposition des autorités judiciaires.

II. L'enquête et l'enquêteur

L'Enquêteur judiciaire demande:

- **Rapidité** : Certains indices peuvent disparaître; l'auteur peut gagner un refuge.
- **Unité de Direction**: L'action de tous ceux qui y participent doit être coordonnée.
- **Examen méthodique et complet**: L'Enquête ne doit rien laisser dans l'ombre.
- **Respect de la légalité**: Une illégalité peut entraîner l'annulation de la procédure.

III. Intervention de la Gendarmerie.

a. Avant l'ouverture d'une information, soit:

- D'initiative
- Sur plainte
- Sur dénonciations
- Sur instructions du PR

- APJ : à une enquête préliminaire sur ordre de l'OPJ,
- OPJ: à une enquête préliminaire ou de flagrant délit.

b. Après l'ouverture d'une information:

Le juge d'instruction délivre:

- des commissions rogatoires
- des réquisitions
- des demandes de renseignements

APJ: à des vérifications fragmentaire sur ordre de l'OPJ

OPJ: à une enquête sur commission rogatoire à des vérifications fragmentaires.

IV. Qualité d'Officier ou d'Agent de Police judiciaire.

En gendarmerie, ont qualité d'Officier de Police Judiciaire (OPJ):

- Les Officiers et le Commandant de la Garde Républicaine.
- Les Sous-Officiers et Gendarmes, Chefs de Poste ou de brigade,
- Les Gendarmes nommés OPJ par arrêté du Ministre de la Justice sur proposition du PG sont Agent de Police Judiciaire (OPJ).

Tous les autres militaires assermentés de l'Armée.

V. Diverses Sortes d'Enquêtes Judiciaires

- En cas de :
- Contravention
 - Délit (flagrant ou non)
 - Crime (flagrant ou non)

VI. Les actes de l'enquête Judiciaire:

Une enquête judiciaire comporte en général les actes suivants:

- transport sur les lieux
- constatations
- réquisitions à personne qualifiée
- auditions
- mesure de garde à vue
- perquisition et saisies.

POLICE JUDICIAIRE

Instructeur : Major Zanga Berthé

Leçon n°12 : L'Enquête Préliminaire

I. Généralités

L'enquête préliminaire est de pratique journalière et constitue le moyen d'information le plus fréquent du Procureur de la République.

Les OPJ et les APJ (dans la limite des ordres reçus par l'OPJ) peuvent procéder à une enquête préliminaire dans tous les cas où un texte légal ne prescrit pas d'opérer selon une autre procédure.

II. Domaine de l'Enquête Préliminaire

Vous effectuez une enquête préliminaire,

Soit:

- sur instruction du Procureur de la République
- sur ordres des chefs hiérarchiques
- d'office à la suite de constatations, plaintes ou dénonciations.

Lorsqu'il y a lieu:

- de recueillir des renseignements nécessaires à l'autorité judiciaire
- d'établir éventuellement l'absence d'infraction pénale (ex. découverte de cadavre)

En cas de:

- contravention
- délit (flagrant ou non)
- crime (flagrant ou non)

III. Pouvoirs de l'Enquêteur

L'enquête préliminaire est une procédure moins rigoriste que l'enquête de flagrant délit, mais qui, par contre ne donne que des pouvoirs limités, notamment en matière de perquisition et de compétence territoriale.

L'enquête préliminaire tient une place importante dans l'exercice de la Police Judiciaire. Elle est de pratique journalière et constitue le moyen d'information le plus fréquent du Procureur de la République.

- 1° Bien que restreintes, les possibilités offertes par cette procédure sont suffisantes pour aboutir les investigations dans de nombreuses affaires. (Exemple: accident de la circulation).
- 2° L'enquête préliminaire ne peut être diligentée que par des Officiers de Police judiciaire. Ils peuvent se faire seconder par les APJ.
3. Les OPJ peuvent procéder à une enquête préliminaire aussi bien dans le cas de crime ou délit flagrant ou eu dehors du flagrant delit. En effet les OPJ ont la faculté de renoncer à la procédure de crime ou délit flagrant et d'agir selon les règles de l'enquête préliminaire.

En général, cette forme de procédure est choisie:

- Si aucun problème de procédure ne se pose. (compétence territoriale, perquisition)
- Pour ne pas être limité par le temps.

ATTENTION:

Les militaires de la gendarmerie, agissant dans le cadre de l'enquête préliminaire opèrent sur l'étendue de leur compétence territoriale; toutefois, s'il y a urgence, ils peuvent instrumenter dans tout le ressort du Tribunal de Première Instance auquel ils sont attachés.

IV. Rôle de l'Officier de Police Judiciaire au cours de l'Enquête Préliminaire

L'enquêteur, dès qu'il a connaissance d'une infraction flagrante ou non:

- informe sans délai le Procureur de la République
- se transporte sur les lieux
- procède aux constatations
- peut requérir des personnes qualifiées pour les constatations d'ordre technique qui ne peuvent être différées.

- effectue des perquisitions et saisies (avec l'assentiment exprès de la personne chez laquelle l'opération a lieu et qui sera joint au P.V.)
- procède à l'audition des témoins et des personnes paraissant avoir participé à l'infraction
- prend des mesures de garde à vue
- conduit devant le PR toute personne contre laquelle existent des indices graves et concordants de nature à motiver son inculpation.

ATTENTION

Dans le cadre d'une enquête préliminaire effectuée d'initiative:

- informer le Procureur de la République
- rendre compte au Commandant de la Compagnie.

POLICE JUDICIAIREInstructeur: MAJOR ZANGA BERTHELeçon n°13 : Instructeur de Police JudiciaireL'ENQUETE DE FLANGRANT DELIT.I. GENERALITIES.A. Définition de la Flangrance.

Il y a flagrant délit, soit :

1. Lorsque l'infraction se commet actuellement : un gendarme aperçoit un individu tirant un coup de feu sur une personne.
2. Lorsque l'infraction vient de se commettre : une fillette a été victime d'un viol. Elle raconte les faits à ses parents; le lendemain, ceux-ci viennent aussitôt à la gendarmerie.
3. Lorsque dans un temps très voisin de l'action (la personne soupçonnée est poursuivie par la clameur publique). Deux Gendarmes attirés par ces cris appréhendent le fuyard.
4. Lorsque dans un temps très voisin de l'action (la personne soupçonnée est trouvée en possession d'objet ou présente des traces ou indices laissant à penser qu'elle a participé au crime ou au délit).

Ex. Un vol est commis par effraction, un samedi soir, dans une bijouterie. Le lendemain, les gendarmes découvrent les bijoux dérobés, au cours d'un contrôle, dans un véhicule.

B. CAS ASSIMILE A LA FLAGRANCE:

Est assimilé au crime ou au délit flagrant, tout crime ou délit qui, même si les conditions de la flagrance ne sont pas réunies, a été commis dans une maison dont le chef requiert le procureur de la République ou un Officier de Police Judiciaire de le constater.

Trois conditions :

- Qu'un crime ou un délit ait été commis (aucune condition de temps écoulé).
- Qu'il ait été commis à l'intérieur d'une maison.
- qu'il ait requisition du chef de maison (un simple appel téléphonique suffit).

C. CARACTERISTIQUES DE L'ENQUETE DE FLAGANT DELIT:

Cette enquête est de la compétence exclusive des OPJ. En tout état de cause un seul OPJ a la responsabilité de conduire l'enquête de flagrant délit.

II. Domaines de l'Enquête de Flagrant Délit:

Une enquête de flagrant délit est effectuée en cas de:

- crime flagrant
- délit flagrant (passible d'une peine d'emprisonnement)
- réquisition du Chef de Maison (pour un crime ou délit commis dans une maison)

L'option est commandée en chaque affaire par les circonstances de l'infraction et les difficultés prévisibles pour la recherche des auteurs ou le rassemblement des preuves.

Par ailleurs, le champ territorial des investigations à entreprendre constitue un élément important du choix à faire par l'OPJ. En effet, il ne faut pas perdre de vue qu'en optant pour la procédure de crime ou de délit flagrant l'enquêteur peut en cas d'urgence opérer dans toute l'étendue du ressort du Tribunal de Première Instance auquel il est attaché.

III. Pouvoirs de l'OPJ dans l'enquête de Flagrant Délit:

L'OPJ a des pouvoirs importants:

- pour ses constatations, s'il y a urgence, il peut requérir une personne qualifiée (médecins, armurier, interprète, garagistes, etc.)
- il a un pouvoir de coercition sur les biens (perquisitions - saisies)
- il a un pouvoir de coercition sur les personnes:
 - . défendre à une personne de s'éloigner du lieu des faits
 - . vérification d'identité
 - . convoquer une personne pour l'entendre
 - . prendre des mesures de garde à vue
- en d'urgence, l'OPJ peut poursuivre ses investigations sur toute l'étendue du ressort du Tribunal de Première Instance.

- le commandant de Compagnie, en cas de crime ou délit flagrant procède à des perquisitions et saisies dans les ressorts des Tribunaux limitrophes à leur propre tribunal. Cette possibilité est offerte exclusivement aux officiers et seulement pour les réquisitions et saisies.

IV. Actes de l'Enquête Judiciaire:

En règle générale une enquête de flagrant délit nécessite les actes suivants:

- informer sans délai le Procureur de la République
- se transporter sur les lieux
- procéder aux constatations
- requiert des personnes qualifiées pour certaines constatations.
- effectue des perquisitions et saisies
- procède à l'audition des personnes paraissant avoir participé au crime ou au délit.
- procède à des constatations
- procède à des mesures de garde à vue
- conduit devant le PR toute personne contre laquelle existent des indices graves et concordants de nature à motiver son inculpation.

V. Direction de l'Enquête de Flagrant Délit

Un OPJ en prend la direction. Il peut se faire seconder par:

- des gradés ou gendarmes OPJ pour n'importe quel acte
- des gendarmes APJ
- des spécialistes pour les relevés d'empreintes, prélèvements, etc. (Sections de Recherches, Brigades de Recherches).

VI. Rôle des APJ

Les gendarmes APJ peuvent:

- appréhender l'auteur et le conduire immédiatement devant un OPJ
- Apporter une aide matérielle: secrétariat, recherche, croquis, etc.
- apporter un concours technique : pistage avec chien, photographies, moulage, etc.
- procéder à des auditions de témoins dans la limite des ordres reçus de l'OPJ
- vérifier les identités.

Les APJ ont également pour mission d'assurer l'exécution :

1. des mesures de contraintes contre les témoins défaillants
2. des mandats d'amener, d'arrêt, de dépôt et des ordonnances de prise de corps.

Attention : en aucun cas, un APJ ne peut décider d'une mesure de garde à vue. Par contre, dans le cas de crime ou délit flagrant puni d'une peine d'emprisonnement, il a qualité comme toute personne pour appréhender l'auteur et de le conduire devant l'OPJ le plus proche.

Compétence Territoriale de l'APJ

L'APJ a compétence dans les limites territoriales de la circonscription qu'il est normalement chargé de surveiller.

Toutefois, un APJ peut opérer valablement en dehors de sa propre circonscription dans les deux cas suivants:

- a. ordre spécial d'un supérieur hiérarchique, mais dans la limite de la circonscription de ce supérieur.
- b. en cas d'urgence, il peut opérer dans toute l'étendue du ressort du Tribunal auquel il est rattaché.

N.B. Cependant, tout militaire de la gendarmerie peut relever par procès-verbal une infraction à la loi pénale partout où son intervention s'avère nécessaire et urgente. Ces constatations ont valeur de renseignements et dans les plus brefs délais, il avise l'OPJ

territorialement compétent.

Subordination de l'APJ:

Dans l'exercice de ces fonctions, l'APJ est placé sous la direction du Procureur de la République.

Cas particulier de découverte de cadavre:

Lorsque le premier examen révèle que la mort est d'origine criminelle, l'OPJ procède selon le cas à une enquête de flagrant délit ou à une enquête préliminaire.

S'il y a hésitation sur les circonstances du décès (suicide, mort naturelle ou crime) l'OPJ ne dispose pas d'office des pouvoirs qui lui sont donnés normalement lorsque le crime est certain et flagrant.

En revanche, il peut employer la procédure spécialement qui l'applique aux morts violentes ou non, récentes ou anciennes dont la cause est suspecte ou inconnue.

POLICE JUDICIAIRE

Instructeur: MAJOR ZANGA BERTHE

Leçon n°14 : Instructeur de Police Judiciaire

Transport sur les Lieux

I. Alerte à la Gendarmerie

La gendarmerie a connaissance d'un fait anormal et plus particulièrement d'une infraction par:

- constatation directe : le gendarme est témoin d'un fait
- avis des autorités, fonctionnaires, notables, agents de renseignements
- dénonciation: déclaration d'une personne témoin d'un fait qu'elle révèle
- plainte : déclaration de la personne qui a éprouvé un préjudice du fait de l'infraction qu'elle révèle.

Lorsque la gendarmerie est avisée d'un crime ou d'un délit puni d'emprisonnement, deux situations peuvent se présenter:

1. il y a flagrant délit ou réquisition du chef de maison: l'OPJ peut effectuer une enquête préliminaire. L'APJ le seconde.
2. il n'y a plus flagrant délit: seule l'enquête préliminaire peut être effectuée (par un OPJ secondé par un APJ)

II. Transport sur les Lieux dans l'Enquête de Flagrant Délit

Avisée d'un crime ou d'un délit flagrant, la Brigade doit:

- rendre compte au Commandant de Compagnie (par téléphone, radio - message)
- informer le Procureur de la République
- alerter les autorités locales (le cas échéant les personnes qui peuvent aider)
- se transporter sur les lieux.

a. Préparation du Transport

Un transport sur les lieux ne s'improvise pas. Il doit être minutieusement préparé.

Pour intervenir efficacement dans le minimum de temps, la Brigade doit avoir ses moyens (personnel et matériel en état).

Pour agir, il faut:

- personnel qualifié
- matériel adapté
- des documents

1° Personnel:

Pour une affaire importante, tout le personnel disponible à l'exception du gendarme de permanence se rend sur les lieux. En cas de besoin, des renforts peuvent être demandés au Commandant.

2° Matériel: emporter (à titre indicatif)

- appareil photographique, machines à écrire
- projecteur
- trousse de secours
- le nécessaire pour faire des clichés
- flacons pour prélèvements sanguins (crime de sang)
- lampe de poche
- mètre ou décimètre, craie, peinture (pour marquage au sol)
- objets de sûreté, etc.

3° Documents:

- carte de la région
- imprimés pour réquisitions
- Code Pénal, Code de Procédure Pénale.

b. Dispositions à prendre à l'arrivée sur les lieux:

Pour vos opérations dans le domicile où le crime ou le délit a été commis, vous devez vous faire accompagner par le Chef de maison

POLICE JUDICIAIRE

Instructeur: Major Zanga Berthé

LECON N° : LES PERQUISITIONS ET LES SAISIESI. Généralités.A. Importance des Perquisitions.

Les perquisitions ont pour but la découverte d'éléments matériels de preuve ou de comparaison c'est à dire la recherche et la saisie de tout ce qui:

- a servi à commettre le crime ou le délit.
- présente une relation quelconque avec le crime ou le délit.
- peut servir à la manifestation de la vérité.

Les éléments de la comparaison ou de preuve sont constitués normalement par:

- des armes instruments, outils, objets pouvant servir à une comparaison.
- des écrits.

B. Principe de l'inviolabilité du domicile

Une perquisition nécessite le plus souvent l'entrée au domicile d'une personne. Par domicile, il faut entendre: "... Toute demeure permanente ou temporaire occupée de droit ou avec le consentement du propriétaire, sans distinguer le logement proprement dit des dépendances".

Le terme domicile est pris dans le sens général d'habitation. Sont considérés comme domicile:

- une chambre d'hôtel pour le voyageur qui l'occupe.
- une chambre louée ou meublée.
- une tente, une remorque habitable, etc.

Sont assimilés au domicile lui-même: un balcon, une terrasse, une cour de ferme, un jardin, un garage attenant à une habitation.

Un principe fondamental du droit fait du domicile de toute personne "un asile inviolable".

Il est cependant prévu un certain nombre de cas dans lequel il est permis de pénétrer au domicile d'une personne, notamment pour:

- une enquête de flagrant délit.
- une enquête préliminaire.

C. Perquisition dans l'Enquête de flagrant délit

Un O P J peut d'autorité procéder à une perquisition au domicile

- d'une personne paraissant avoir participé au crime ou délit.
- d'une personne pouvant détenir, même de bonne foi, des pièces ou objets relatifs aux faits incriminés.
- Pendant le temps légal de jour 06 heures à 21 heures. Toutefois, une perquisition commencée en temps légal peut être poursuivie sans interruption après 21 heures.
- en présence de la personne au domicile de laquelle la perquisition a lieu.
- en l'absence de la personne en question en présence de deux témoins requis ou d'une personne désignée par celle qui occupe les lieux.

NOTA BENE: le respect du secret professionnel et des droits de la Défense doivent être assurés.

Si la perquisition doit être effectuée au domicile d'une personne tenue par le secret professionnel (avocat, officiel ministériel, médecin, etc.) l'OPJ doit en référer au Procureur de la République avant tout commencement d'exécution.

ATTENTION: L'OPJ peut fouiller une personne en vue de découvrir des objets utiles à la manifestation de la vérité. Cette fouille est assimilée à la perquisition et est soumise aux mêmes formalités, sauf en ce qui concerne le temps légal. Elle est appelée "Fouille Perquisition" pour la distinguer de la "Fouille-Sûreté".

REMARQUES: Les visites, perquisitions et saisies pourront être opérées à toute heure de jour et de nuit dans le cadre de la répression des infractions en matière de stupéfiants.

Les Saisies

L'OPJ peut saisir:

- des pièces et objets relatifs aux faits incriminés
- des papiers et documents trouvés en possession des personnes soupçonnées.

D. Perquisition dans l'Enquête Préliminaire:

Hors les cas de la garde à vue et de défense de s'éloigner des lieux jusqu'à la clotûre des opérations, l'OPJ ne dispose d'aucun moyen propre de coercition.

Outre les conditions de lieu, de temps et de forme, imposées dans l'enquête de flagrant délit, les perquisitions et saisies sont soumises à l'assentiment exprès de la personne chez laquelle doit avoir lieu la perquisition.

Cet assentiment exprès est constitué dans le procès-verbal. Si la personne donnant son assentiment ne sait écrire, il en est fait mention au P.V. et elle appose sous l'assentiment, l'empreinte de son index droit.

Les saisies au cours de la fouille à corps sont assujetties aux conditions de la perquisition en enquête préliminaire. Si la personne chez laquelle doit avoir lieu la perquisition donne son assentiment écrit, mais se trouve dans l'impossibilité d'y assister, deux hypothèses sont possibles: soit elle désigne un représentant; soit elle décide ne pouvoir ou ne vouloir désigner aucun représentant: l'enquêteur requiert deux témoins en dehors des personnes relevant de son autorité. Ces témoins assistent à la perquisition, paraphent les scellés et signent le P.V. En cas de refus, il en fait mention au P.V.

Aucune perquisition d'autorité n'est permise en enquête préliminaire; il faut:

- respecter le temps légal de jour (6h à 21h)
- trouver la personne au domicile dans laquelle la perquisition doit avoir lieu
- lui dire l'objet de votre visite
- lui demander si elle consent à ce que vous visitiez son domicile pour procéder aux recherches et saisies utiles à l'enquête en cours
- lui faire donner son assentiment écrit de sa main, soit au carnet de déclaration, soit sur une feuille séparée
- procéder à la perquisition, en présence de la personne intéressée.

Assentiment exprès et préalable écrit de sa main sur votre carnet de déclaration ou sur une feuille séparée:

" ...Sachant que je puis m'opposer à la visite de mon domicile, je consens expressément à ce que vous y opérerez les perquisitions et saisies que vous jugerez utiles à l'enquête en cours"

Cet assentiment figure à la première expédition du procès-verbal.

E. Interdiction de communiquer ou de divulguer les documents saisis

Est interdite, toute communication ou divulgation de documents provenant d'une perquisition à une personne non qualifiée par la loi pour en prendre connaissance. La personne qui passe outre aux règles édictées du CPP est passible des peines prévues au CP "Violation du Secret Professionnel"

En dehors de vous-même, ne peuvent en prendre connaissance que:

- l'OPJ qui procède à la perquisition
- les personnes dont l'assistance à la perquisition est requise par la loi
- les personnes qualifiées que l'OPJ croit devoir requérir soit pour effectuer des constatations urgentes pouvant exiger (moulages, relevés de traces ou d'empreintes).
- pour donner un avis technique de nature à faciliter le déroulement de l'enquête ou à déterminer si la saisie envisagée peut aider réellement à la manifestation de la vérité (traduction d'un texte par exemple)
- pour les nécessités de l'enquête, les personnes susceptibles de fournir des renseignements à leur sujet. Ces auditions impliquent le plus souvent la présentation desdits documents (photographies, pièces comptables) voire leur reproduction préalable en autant d'exemplaires qu'exige l'urgence des conditions.

Tous les objets et documents saisis sont immédiatement inventoriés et placés sous scellés. Cependant, si leur inventaire sur place présente des difficultés, ils font l'objet de scellés fermés provisoires jusqu'au moment de leur inventaire et de leur mise sous scellés définitifs, et ce en présence des personnes qui ont assisté à la perquisition.

F.Cas Particuliers de la Saisie incidente

Une difficulté apparaît quand, au cours d'une perquisition ou d'une fouille-perquisition, l'enquêteur découvre des objets relatifs à l'affaire dont il est saisi. Dans ce cas deux hypothèses sont possibles:

- a) La découverte porte sur des documents ou objets se rapportant à un crime ou à un délit qui se situe dans le temps de la flagrance. Par exemple: une fouille-perquisition amène la découverte d'armes et établit ainsi indépendamment des faits l'ayant motivée, le délit de port d'arme prohibée.

Dans ce cas, l'OPJ se saisit immédiatement et ouvre une enquête nouvelle sur l'infraction flagrante qu'il constate. Il saisit l'arme au titre de la nouvelle procédure (c'est à dire qu'il rédige un PV distinct).

- b) Le crime ou le délit auquel se rapportent les objets découverts ne se trouve plus dans le temps du flagrant délit. Dans ce cas seule une enquête préliminaire peut être ouverte et la saisie est soumise à l'assentiment exprès de la personne chez qui ou sur qui l'objet en question est découvert.

En cas de refus, il convient de prendre toutes les mesures conservatoires utiles et d'aviser d'urgence le Procureur de la République qui provoquera l'ouverture d'une information et la délivrance d'une commission rogatoire permettant la saisie.

- b)

POLICE JUDICIAIRE

Instructeur: Major ZANGA Berthé

Leçon n°6: LA COMMISSION ROGATOIRE

I. GENERALITES

Le juge d'instruction n'a ni le temps ni les moyens d'effectuer seul tous les actes d'instruction. Lorsqu'il se trouve dans l'impossibilité de procéder lui-même à certains actes, il peut se faire aider dans sa tâche par le moyen des "commissions rogatoires".

a. Définitions

La commission rogatoire est une forme de réquisition par laquelle le juge d'instruction (généralement) délègue ses pouvoirs à un autre magistrat ou à un officier de police judiciaire pour accomplir à sa place un ou plusieurs actes d'information déterminés.

b. Caractéristiques: la commission rogatoire:

- est une délégation de pouvoirs pour une mission bien définie. Exemple: si la commission rogatoire prescrit une perquisition dans les locaux d'une société ou dans un garage, l'OPJ ne doit pas, à cette occasion opérer dans l'habitation attenante.
- ne peut prescrire que des actes d'instruction se rattachant directement aux faits ayant motivé l'ouverture de l'information. Exemple: pour une affaire d'abus de confiance, le juge d'instruction ne peut pas délivrer une commission rogatoire aux fins d'effectuer une perquisition dans le but de rechercher des traces au domicile de l'inculpé détenu, lesquelles traces n'ont aucun rapport avec l'abus de confiance.
- est écrite et doit:
 - . indiquer la nature de l'infraction, l'objet des poursuites (exemple: vol, attentat à la pudeur, meurtre, etc.)
 - . être datée et signée par le juge d'instruction
 - . être revêtue de son sceau
 - . désigner par sa fonction le magistrat ou l'OPJ délégué
 - . préciser la mission qui lui est confiée

fixer, éventuellement le délai dans lequel les pièces afférentes à l'exécution de la commission rogatoire doivent être adressées au juge d'instruction.

Lorsque la commission rogatoire prescrit des opérations simultanées à effectuer en différents points du territoire, elle peut être adressée aux juges d'instruction sous formes de reproduction (photocopie) ou de copie intégrale de l'original certifié conforme.

I. QUI PEUT DELIVRER UNE COMMISSION ROGATOIRE?

- a. le juge d'instruction : c'est la règle générale (d'ailleurs la présente fiche ne concerne cette hypothèse).
- b. la chambre d'accusation: lorsqu'elle fait procéder à des suppléments d'information par un de ses membres.
- c. le président de la cour d'assises: lorsqu'il ordonne des actes d'instruction (infraction (ou un assesseur délégué) incomplète, ou éléments nouveaux)
- d. toute juridiction de jugement: lorsqu'elle veut faire entendre par un juge du lieu de détention un condamné qui est incarcéré hors du siège de la juridiction d'instruction.
- e. la chambre civile de la cour de cassation: lorsqu'elle est désignée pour connaître d'un crime ou d'un délit commis dans l'exercice de ses fonctions par magistrat ou un haut fonctionnaire.
- f. La cour suprême: en matière de révision, lorsqu'en cas de recevabilité, l'affaire n'est pas en état.

III. A QUI LE JUGE D'INSTRUCTION PEUT-IL DELIVRER UNE CR?

- a. Dans son ressort:
 - à un magistrat (tout juge du tribunal de première instance)
 - à un OPJ (tout OPJ compétent dans le ressort du tribunal de première instance)
- b. Hors de son ressort: à un juge d'instruction.

N.B.: Le juge d'instruction qui reçoit une commission rogatoire peut à son tour, mais dans son ressort, la subdéléguer soit à un magistrat, soit à un OPJ.

IV. COMPETENCE DE L'OPJ COMMIS

Pour qu'il puisse exécuter une commission rogatoire, l'OPJ doit être compétent à trois points de vue:

1. en raison des actes à accomplir : **compétence ratione materiae**
2. en raison des personnes: **compétence ratione personae**
3. en raison des lieux où les actes doivent être effectués:
compétence ratione loci

Pour accomplir tout acte d'information excepté l'audition de la partie civile sauf sur demande de celle-ci:

- la commission rogatoire est dite particulière lorsque la délégation porte sur des actes précis à effectuer.
- la commission rogatoire est dite générale, lorsque la délégation porte sur tous actes utiles à la manifestation de la vérité. Cependant, ces actes sont limités à ceux se rattachant directement à la répression de l'infraction visée aux poursuites.

N.B. la commission rogatoire ne peut être pleinement générale en ce sens qu'elle ne peut pas viser toute une catégorie d'infractions éventuelles.

Exemple: serait nulle une commission rogatoire ayant pour objet de procéder à une enquête sur un sujet d'actes de propositions susceptibles d'être perpétrés dans divers hôtels de Kigali sans qu'une infraction déterminée fasse l'objet de poursuite.

A l'égard de toutes les personnes sauf: les membres du Gouvernement, les représentants des puissances étrangères.

Pour opérer dans toute l'étendue de sa circonscription habituelle. En cas d'urgence:

1. un OPJ peut exécuter une commission rogatoire sur tout le territoire du ressort du tribunal de première instance auquel il est rattaché. Exemple: actes d'information hors de sa circonscription et qui ne sauraient être différés sans nuire aux résultats des investigations.
2. exceptionnellement et en vertu d'une commission rogatoire expresse du juge d'instruction, l'OPJ peut procéder, dans le ressort des tribunaux limitrophes à sa propre circonscription aux opérations prescrites par ce magistrat. L'OPJ doit être un officier.

NOTA: lorsqu'un OPJ, chef de service est commis, il peut charger de l'exécution de la commission rogatoire un OPJ placé sous son autorité, à condition que ce dernier agisse dans les limites de sa circonscription territoriale.

- 1° L'OPJ peut:
- soit avoir reçu directement la commission rogatoire s'il se trouve dans le ressort du juge mandant,
 - soit l'avoir reçu par subdélégation s'il se trouve hors du ressort du juge mandant.

2°. La partie civile qui est entendue sur sa demande doit renoncer expressément à l'assistance d'un conseil sinon l'OPJ se réfère au juge mandant. Cette demande et cette permission doivent apparaître dans la déposition.

3°. Les commissions rogatoires particulières sont susceptibles d'être confiées même simultanément à la gendarmerie et à la police pourvu qu'elles comportent des vérifications nettement distinctes des opérations à effectuer en des lieux différents.

4°. Les commissions rogatoires générales sont normalement remises au seul service (gendarme ou police) qui paraît le plus qualifié en l'espèce pour procéder aux investigations.

V. ACTES QUI PEUVENT ETRE EFFECTUES SUR C.R. PAR UN OPOJ

Un OPJ commis exerce, dans les limites de la commission rogatoire tous les pouvoirs du juge d'instruction.

Un OPJ peut recevoir une commission rogatoire pour procéder aux actes suivants:

- perquisition et saisies
- audition des témoins
- enquête de personnalité
- interrogatoire et confrontation de l'inculpé

L'OPJ doit se conformer aux règles et formalités imposées au juge d'instruction lorsqu'il agit personnellement, mais il n'a pas à se faire assister d'un greffier, comme doit le faire le juge d'instruction.

L'OPJ exécute la commission rogatoire:

- sous l'autorité du juge d'instruction qui doit vérifier les éléments d'information recueillis
- sous le contrôle de la chambre d'accusation par son président.

En conséquence, l'OPJ doit tenir le juge d'instruction mandant au courant de son activité, lui signaler ses difficultés et si besoin solliciter des instructions.

a. Constatations

Il est rare qu'une commission rogatoire prescrive d'effectuer des constatations puisque celles-ci ont, en principe été faites avant l'ouverture de l'information.

Des informations de constat peuvent cependant intervenir:

- dans le cas d'un crime ou délit, lorsqu'une commission rogatoire est délivrée dès le début de l'enquête.
- dans le cas d'un crime ou délit flagrant, lorsque l'OPJ se fait délivrer une commission rogatoire pour procéder à l'enquête.
- lorsque l'exécution d'une commission rogatoire oblige à reprendre l'enquête entièrement y compris les opérations de constat.

Les constatations sont faites dans les conditions analogues à celles de la procédure de crime ou délit flagrant.

Particularités:

Constatations à effectuer sur commission rogatoire au domicile de l'inculpé.

Dans ce cas, les constatations doivent obligatoirement être faites:

- en présence de l'inculpé lui-même
- en présence d'un représentant qu'il a désigné, si l'inculpé ne peut être présent
- ou à défaut, en présence de deux témoins requis à cet effet par l'OPJ en dehors des personnes relevant de propre autorité administrative.
- au cours de l'opération, l'OPJ peut poser toutes questions utiles à l'inculpé sur la provenance des objets saisis et les lui présenter pour reconnaissance et explications.

b. PERQUISITIONS ET SAISIES.

Les perquisitions et saisies sont effectuées dans les conditions analogues à celles qui s'imposent au juge d'instruction opérant personnellement.

Si la perquisition doit être effectuée au domicile d'une personne astreinte au secret professionnel, l'OPJ doit en référer au juge d'instruction avant tout commencement d'exécution.

Ce magistrat, tenu à l'obligation de provoquer préalablement à toutes perquisitions et saisies, toutes les mesures utiles au respect et à la sauvegarde du secret professionnel et des droits de la défense, désignera une personne habilitée à prendre connaissance des documents. Au cours de la perquisition cette personne (un médecin pour une perquisition dans un cabinet médical, un avocat pour une perquisition au cabinet d'un avocat, etc.) ne remettra à l'OPJ que les documents ayant trait à l'affaire.

Les documents et objets saisis peuvent être présentés à l'inculpé pour connaissance et explications. Toutefois ces documents ne peuvent être dépouillés qu'en présence de l'inculpé assisté de son conseil.

Les objets et documents saisis doivent être immédiatement placés sous scellés fermés.

A l'ouverture des scellés, effectué en présence de l'inculpé assisté de son conseil, et du tiers chez lequel la saisie a été faite, le juge d'instruction ne peut maintenir que les saisies des objets et documents utiles à la manifestation de la vérité ou dont la communication serait de nature à nuire à l'instruction.

Cas particuliers : Saisie incidente

La règle en la matière veut qu'il ait une impossibilité légale, pour que soient saisies des choses autres que celles qui concernent l'affaire pour laquelle l'instruction a été ouverte. En conséquence:

a. L'OPJ territorialement compétent

- * Objet provenant d'un crime ou d'un délit, mais il n'y plus flagrance: .

S'il y a le consentement expresse, dans les formes prévues par le CPP de la personne chez qui a lieu la perquisition, l'OPJ peut saisir l'objet litigieux, auquel cas il établira un PV préliminaire.

S'il n'y a pas de consentement exprès, l'OPJ avise le Procureur de la République territorialement compétent. Ce magistrat saisira le juge d'instruction qui délivrera le cas échéant une L.R.

- * Objet provenant d'un crime ou délit flagrant

La saisie d'autorité est réalisée dans les formes de la procédure de flagrant délit.

* Objet provenant d'une affaire faisant l'objet d'une information.

L'OPJ doit aviser le juge d'instruction compétent qui délivrera le cas échéant une commission rogatoire.

Tous ces cas sont de nouvelles affaires qui sont complètement indépendantes de celles qui vous avez fait agir.

b. L'OPJ non territorialement compétent

La brigade compétente se saisit de l'affaire et l'OPJ instrumente comme ci-dessus.

c. Auditions des Témoins

1° Audition d'un simple témoin

L'OPJ opère dans les conditions analogues à celles qui s'imposent au juge d'instruction mandant personnellement.

Tout témoin régulièrement cité pour être entendu au cours de l'exécution d'une commission rogatoire est tenu :

- de comparaître
- de prêter serment (sauf les enfants au dessous de 18 ans)
- de déposer, sauf s'il est lié par le secret professionnel.

Si le témoin ne satisfait pas à cette obligation, avis en est donné au magistrat mandant ou au magistrat délégué qui peut le contraindre à comparaître par la force publique en délivrant un mandant d'amener.

Si le témoin comparaît, mais refuse de prêter serment ou de déposer, l'OPJ recueille sa déclaration de refus et la transmet au juge mandant, et dresse procès-verbal. La procédure de flagrant délit est applicable.

2° Audition d'une personne nommément visée par une plainte avec constitution de partie civile

En principe, cette audition incombe au juge d'instruction. Toutefois, si par exception une commission rogatoire prescrit d'entendre une personne visée par une plainte avec constitution de partie civile (ce qui suppose que le juge d'instruction ne l'a pas encore inculpé).

L'OPJ doit:

- convoquer la personne comme témoin
- lui donner connaissance de la plainte
- l'avertir de ce qu'elle peut refuser d'être entendue comme témoin, afin de bénéficier des garanties de la défense
- constater son acceptation ou son refus d'être entendu comme témoin
- recevoir sa déposition en cas d'acceptation ou clore le PV en mentionnant son refus
- en cas de refus, la personne ne peut être entendue qu'en tant qu'inculpé.

3. Audition d'une personne contre laquelle il existe des indices graves et concordants de culpabilité

Cette question se présentera surtout dans le cas d'une commission rogatoire délivrée à l'occasion d'une information ouverte contre "X".

Une règle du CPP:

Le juge d'instruction chargée d'une information ainsi que les magistrats et OPJ, agissant sur commission rogatoire, ne peuvent, dans le dessein de faire échec aux droits de la défense, entendre comme témoin des personnes contre lesquelles il existe des indices graves et concordants de culpabilité.

4. Application de la Règle Posée par le CPP (Commission rogatoire audition d'une personne) Conduite à tenir par l'OPJ

Trois cas possibles:

1. Avant l'audition l'OPJ réunit des indices graves et concordants de culpabilité: L'officier de police judiciaire ne peut pas l'entendre, mais doit la conduire devant le juge mandant après en avoir référé à ce magistrat.
2. Pendant l'audition l'officier de la police judiciaire réunit des indices graves et concordants de culpabilité: enregistrer les aveux, mais cesser immédiatement l'audition même s'il apparaît que toute la vérité n'a pas été dite (rôle de l'intéressé de ses complices), avertir la personne qu'elle a le droit de bénéficier des droits de la défense.

3. L'OPJ ne réunit pas d'indices graves de culpabilité: poursuivre l'audition jusqu'à son terme et s'il y a lieu, demander une prolongation de garde à vue.

Donc n'oubliez jamais cette règle importante.

Lorsque vous agissez en vertu d'une commission rogatoire et qu'il est établi qu'un témoin a participé à l'infraction, l'objet des poursuites c'est à dire des indices graves et concordants sont réunis à son encontre. Le CPP vous interdit selon le cas, d'entreprendre de continuer ou de reprendre son audition.

ATTENTION:

Afin d'éviter un cas de nullité (violation du droit de la défense) prévu par le CPP, l'OPJ chargé de l'exécution d'une commission rogatoire doit, dans tous les cas où un risque lui paraît né des auditions de témoins contre lesquels des indices graves de culpabilité sont relevés, de manière à ce que ce magistrat puisse donner toutes instructions qui pourraient éventuellement servir de justification à l'OPJ.

5. Audition d'un Témoin se trouvant dans l'impossibilité de comparaître

A la suite d'une convocation ou d'une citation du juge d'instruction, le témoin déclare être dans l'impossibilité physique de comparaître et produit un certificat médical. Le juge d'instruction peut vous délivrer une commission rogatoire à l'effet de recevoir la déposition du témoin à domicile.

Conduite à tenir par l'OPJ: Deux cas:

1°. le témoin est dans l'impossibilité de se déplacer:

- prendre connaissance du dossier
- recevoir la déposition au domicile du témoin
- adresser la déposition au juge mandant sous pli clos et cacheté

2° le témoin n'était pas dans l'impossibilité de se déplacer: informer le juge mandant qui délivrera un mandat d'amener contre le témoin et la personne qui a délivré le certificat médical.

6. Interrogatoire et Confrontation d'un Inculpé

Cette question se présentera dans le cas d'une commission rogatoire délivrée à l'occasion d'une information ouverte contre une "personne dénommée", ce qui suppose que le juge d'instruction l'a inculpé.

Dans la plupart des cas, l'intervention de l'OOPJ ^{will take place} interviendra à la suite d'une urgence qui résulte de:

- l'état d'un témoin ou d'un co-inculpé en danger de mort,
- l'existence d'indices sur le point de disparaître
- la délivrance d'une commission rogatoire dans le temps du flagrant délit.

Celle-ci interviendra surtout pour des besoins d'extension de compétence territoriale, l'enquête débordant dans les ressorts des tribunaux limitrophes. Dans cette situation, seul un officier de gendarmerie peut instrumenter, en l'occurrence le commandant de compagnie.

Ce cas de subdélégation implique que l'OPJ a les mêmes obligations que le juge d'instruction en ce qui concerne les droits de la défense. A l'exception des cas d'urgence mentionnés ci-dessus, le conseil doit être avisé par l'intermédiaire du juge d'instruction, au moins 24 heures à l'avance, des jours et des heures d'interrogatoires et confrontations que l'inculpé doit subir.

Le conseil peut assister aux interrogatoires et confrontations.

Les dispositions prescrites dans les alinéas précédants doivent être observées sous peine de nullité.

Intervention de l'Interprète:

Comme il est dit plus haut; l'OPJ opère dans les mêmes conditions qu'à celles imposées au juge d'instruction, instrumentant personnellement.

C'est ainsi que l'OPJ peut faire appel à un interprète. Celui-ci ne doit pas être parmi les témoins ou les personnes intéressés à l'affaire. Il doit être âgé de 24 ans au moins. Il n'est pas exigé qu'il soit de nationalité rwandaise. S'il n'est pas assermenté, il doit prêter serment de traduire fidèlement les dépositions.

VI. MESURES DE GARDE A VUE QUI PEUVENT ETRE PRISE POUR L'EXECUTION D'UNE COMMISSION ROGATOIRE

Des mesures de garde à vue peuvent être prises par l'OPJ chargé de l'exécution d'une commission rogatoire à l'encontre:

- de personnes qu'il soupçonne d'avoir participé au crime ou délit sans toutefois avoir réuni des indices graves prouvant leur culpabilité,
- de témoins apparemment hors de cause, mais qui se montrent réticents à dire ce qu'ils savent ou dont il faut craindre qu'ils ne disparaissent ou n'entravent la manifestation de la vérité,

Toutes ces personnes peuvent être retenues pour être entendues d'une façon approfondie et pour permettre les vérifications et les confrontations nécessaires.

NOTA: Un inculpé n'est pas gardé à vue mais déposé au centre pénitentiaire dès la fin de l'acte.

A partir du moment où les indices graves et concordants de culpabilité sont réunis contre une personne, celle-ci ne doit plus être entendue par l'OPJ ni gardée à vue au-delà du temps nécessaire à sa conduite devant les magistrat instructeur.

La garde à vue pour les nécessités de l'exécution de la commission rogatoire est par ailleurs soumise aux mêmes règles que dans l'enquête préliminaire.

Le délai de garde à vue est de 48 heures avec prolongation possible jusqu'à 42 heures. Les mentions relatives à la garde à vue doivent figurer sur les procès-verbaux et sur le registre des garde à vue.

NOTA: La prolongation de la garde à vue est accordée par autorisation écrite du juge d'instruction.

VII. DELAI D'EXECUTION D'UNE COMMISSION ROGATOIE

Le juge d'instruction fixe le délai dans lequel les PV dressés par l'OPJ doivent être transmis par celui-ci. A défaut d'une telle fixation, les PV lui sont adressés dans les huit jours après la fin des opérations.

VII. REQUISITIONS DU JUGE D'INSTRUCTION

Lorsqu'une information est ouverte, la police judiciaire exécute non seulement les délégations des juridictions mais défère aussi à leurs réquisitions.

C'est ainsi que le juge d'instruction peut charger par simple réquisition des OPJ de procéder à des vérifications fragmentaires, voire à une enquête de "curriculum vitae" dans le but de contrôler l'exactitude des déclarations faites par l'inculpé sur sa vie passée.

De plus, le juge d'instruction peut requérir:

- la force publique pour assurer:
 - l'extraction d'un détenu de la prison et sa conduite au cabinet du juge d'instruction

le service d'ordre à l'occasion à l'occasion d'un transport de justice (constatations, perquisitions, reconstitution, etc.)

- les particuliers pour assurer l'exécution de certains travaux au cours d'un transport de justice (exemple: terrassier, fossoyeur, etc.).

La réquisition est toujours faite par écrit. Elle porte la signature et le sceau du juge.

RÉMARQUES:

Lorsqu'une information est ouverte, le rôle de l'OPJ doit se circonscrire à l'exécution des délégations ou réquisitions du juge d'instruction, ainsi que le prévoit expressément le CPP.

A défaut de ces délégations ou réquisitions, les OPJ de gendarmerie doivent s'interdire toute opération d'enquête, lorsque des renseignements sont portés à leur connaissance ou que des déclarations leur sont faites spontanément. Ils observent selon les cas, la conduite suivante:

1° il n'y a pas d'urgence:

Les militaires de la gendarmerie se bornent à dresser des PV des renseignements qu'ils recueille et à transmettre immédiatement à l'autorité judiciaire sans procéder à des actes d'enquête.

dealing

2° il y a urgence:

En pareil cas, ils ne peuvent se livrer d'office à une enquête, mais ils tenus de communiquer au magistrat par les moyens les plus rapides (téléphone, liaison avec le magistrat, message porté, etc.) tous les éléments d'information de nature à permettre sans le moindre retard, la délivrance des commissions rogatoires, réquisitions ou mandats s'avérant nécessaires.

POLICE JUDICIAIRE

Instructeur: Major ZANGA Berthé

Leçon n° : LES MESURES DE GARDE A VUE

I. GENERALITES

La garde à vue est une mesure par laquelle un officier de police judiciaire maintient à sa disposition une personne, dans le but de faciliter l'enquête.

La personne qui en fait l'objet est privée de sa liberté d'aller et venir et doit rester sous la vue des représentants de la force publique.

Etant donné qu'il s'agit d'une mesure portant atteinte à la liberté individuelle, la garde à vue est soumise à des règles et formalisme rigoureux:

- seul un OPJ peut décider de cette mesure
- un APJ ne peut assurer son exécution que sous le contrôle et la responsabilité de l'OPJ qui a ordonné la mesure. En aucun cas un APJ ne peut prendre une mesure de garde à vue. Les règles à observer pour garder une personne à vue ne diffèrent pas selon qu'il s'agit de l'enquête de flagrant délit ou de l'enquête préliminaire.

II. PRISE D'UNE MESURE DE GARDE A VUE

Une mesure de garde à vue peut être prise :

a) Pour les nécessités de l'enquête à l'égard de:

- toute personne à laquelle interdiction lui a été faite de s'écarter des lieux du crime ou du délit, jusqu'à la clôture des opérations
- toute personne dont l'identité est à vérifier ou à établir
- toute personne susceptible de fournir des renseignements

b) Pour indices graves et concordants de culpabilité à l'égard de:

- de toute personne contre laquelle des charges suffisantes ont été réunies pour motiver son inculpation. A noter toutefois que la garde des mineurs doit être

réduite au strict minimum et être entourée de précautions particulières (avis au Procureur de la République; isoler les délinquants mineurs des adultes).

Attention: ... En cas de crime ou délit flagrant, un parlementaire:

- . peut être gardé à vue s'il existe contre lui des indices graves et concordants de culpabilité
- . ne doit pas être gardé à vue pour les nécessités de l'enquête.

Remarques: les personnes convoquées par l'OPJ sont tenues de comparaître et de déposer. Elles pourront le cas échéant, être contraintes de comparaître par la force publique.

c. Lieu où peut être effectuée la garde à vue:

La personne gardée à vue pour les nécessités de l'enquête ou en raison d'indices graves et concordants de culpabilité peut être retenue:

- sur les lieux de l'enquête
- dans une mairie
- soit dans un bureau d'une brigade de gendarmerie, d'un commissariat de police
- soit dans la chambre de sûreté (gendarmerie ou police).

Mais en aucun cas, une personne gardée à vue ne peut être retenue dans les locaux pénitentiaires (justice) lesquels locaux ne reçoivent que des inculpés, prévenus ou condamnés.

ATTENTION!: Si une personne gardée à vue est soupçonnée de détenir des objets susceptibles de nuire ou de faciliter sa fuite, elle doit être soumise à une fouille. Sûreté qui doit être effectuée par une personne de même sexe.

d. Durée de la garde à vue:

1°. Pour les nécessités de l'enquête:

Pour les nécessités de l'enquête, l'OPJ peut être amené à garder à sa disposition une ou plusieurs personnes pendant 48 heures.

2°. Pour indices graves et concordants de nature à motiver son inculpation:

Le délai de garde à vue de 48 heures peut être prolongé d'un délai de 24 heures par autorisation écrite du Procureur de la République ou du juge d'instruction (cadre information).

e. Point de départ du délai de garde à vue:

Il commence à courir à partir du moment où:

- est appréhendée une personne surprise alors qu'elle commet un crime ou un délit,
- est signifié à une personne l'interdiction de s'éloigner des lieux du crime ou de délit, l'obligation de se soumettre à une vérification d'identité,
- a débuté l'audition d'une personne lorsque l'OPJ a décidé de cette mesure,
- une personne a été présentée à l'OPJ ou lorsqu'elle a été contrainte de comparaître.

f. Modalités de la prolongation de la garde à vue:

La prolongation de la garde à vue par un officier de police judiciaire réquiert préalablement l'autorisation écrite des autorités habilitées.

Cette autorisation est accordée sur demande (accompagnée d'une commission rogatoire écrite ou verbal sur l'état de l'enquête voire d'une communication des premiers procès verbaux) adressée par l'OPJ au Procureur de la République dans le ressort duquel est exercée la garde à vie ou au juge d'instruction si ce dernier est présent sur lieux et a requis l'OPJ de poursuivre l'enquête en flagrant délit.

L'autorisation de prolongation doit toujours être donnée par écrit et elle est annexée à la première expédition du procès-verbal. Dans le cas où le parquet ne se trouve pas à la résidence de l'OPJ, l'autorisation écrite est immédiatement remise au commandant de compagnie de gendarmerie du siège du parquet qui la fait parvenir sans délai au destinataire.

Cette autorisation peut aussi être transmise par "télégramme".

NOTA: bien que la loi n'exige pas la conduite devant le Procureur de la République de la personne pour laquelle une prolongation de garde à vue est sollicitée, le Procureur de la République peut demander à se faire présenter la personne soupçonnée et procéder à son audition.

g. Dispositions par lesquelles la garde à vue prend fin:

1° Soit par la remise en liberté (obligatoirement dans le cas d'une G.A.V pour les nécessités de l'enquête)

2° Soit par la mise à la disposition du Procureur de la République

h. Nature juridique de la garde à vue:

La garde à vue ne peut être considérée comme une détention préventive ou provisoire.

i. Mentions de garde à vue à porter au PV:

Doivent figurer au PV d'audition de la personne gardée à vue, les mentions suivantes:

- jour et heure de début de garde à vue
- motif de la garde à vue (la ou les infractions)
- lieux de la garde à vue
- jour et heure de la fin de la garde à vue.

Les mêmes mentions sont reportées au "registre de garde à vue". Toutes ces mentions doivent être émargées par la personne gardée à vue.

Sanctions encourues par l'OPJ en cas d'abus ou d'irrégularités commises en matière de garde à vue:

- sanctions disciplinaires de la part des supérieurs hiérarchiques,
- sanctions disciplinaires de la part de la chambre d'accusation (observations interdictions),
- sanctions pénales de la part de la juridiction répressive au cas où l'OPJ aurait commis une infraction caractérisée.

Conduite devant le Procureur de la République de toute personne contre laquelle il existe des indices graves et concordants de nature à motiver son inculpation:

La mise en route de la personne gardée à vue pour être conduite devant le Procureur de la République doit intervenir dès l'expiration du délai de:

- 48 heures ou de
- 72 heures, s'il y a eu "prolongation"

NOTA:

Gendarme, Agent de la Police Judiciaire, si vous appréhendez une personne en flagrant délit, vous devez:

- la conduire immédiatement devant un OPJ de votre brigade
- à défaut d'OPJ, la conduire devant le Procureur de la République après avoir dressé procès-verbal de vos opérations.

LE MANDAT D'ARRETI. DEFINITION

Le mandat d'arrêt est l'ordre donné à la force publique de rechercher l'inculpé et de le conduire à un centre pénitentiaire indiqué sur le mandat, où il sera reçu et détenu.

II. CARACTERE

- Il constitue un ordre de recherche et de conduite exécutoire par la Force Publique.
- Est utilisé à l'égard de l'inculpé en fuite ou qui réside hors du Territoire de la République, mais seulement pour des faits punissables d'un emprisonnement correctionnel ou d'une peine plus grave.
- Est décerné après avis du Procureur de la République, si l'inculpé est en fuite ou s'il réside hors du Territoire de la République.
- Donne lieu à des mesures coercitives et, éventuellement à perquisition.
- Fait mention de la nature de l'infraction et des articles de loi applicables.
- Peut en cas d'urgence être diffusé par tous moyens mais l'original du mandat doit être transmis dans les délais les plus rapides à l'agent chargé d'assurer l'exécution.
- Vaut, sauf mise en liberté, pour le temps pendant lequel la détention provisoire est autorisée.

Mise à exécution

Une distinction dans la mise à exécution doit être faite entre

- Un jugement par défaut
- Un jugement définitif

A) Jugement par défaut :

Lorsque le jugement est rendu par défaut, l'opposition est recevable.
Pour la mise à exécution d'un jugement rendu par défaut, portant condamnation à une peine privative de liberté sans sursis, si vous découvrez l'intéressé

Vous devez :

- a) Lui notifier le jugement par défaut prononcé à son encontre le :....(date)..... par tribunal;
- b) Le mettre en état d'arrestation
- c) Lui demander s'il désire faire ou ne pas faire opposition au jugement en tenant compte des dispositions suivantes :
 - a) Cas où le condamné demande à faire opposition du jugement
 - donner connaissance des instructions du Procureur à l'intéressé, puis le remettre en liberté
 - Dresser procès-verbal, rapportant vos opérations
 - b) Cas où le condamné ne demande pas à faire opposition au jugement :
 - Conduire l'intéressé à l'établissement pénitentiaire.

NOTA IMPORTANT

Les personnes faisant l'objet d'un extrait de jugement (ou d'arrêt) sont normalement conduites au lieu de leur incarcération sans présentation préalable devant un magistrat.

Cas où lors de la mise à exécution d'un jugement rendu par défaut portant condamnation à une peine privative de liberté sans sursis. Si vous découvrez pas l'intéressé, vous ne pouvez :

- Pas procéder à une perquisition
- Vous devez donc vous limiter à :
 - dresser un P.V de recherches infructueuses
 - ~~Adresser une~~ demande de recherche à la Brigade du Fichier ainsi qu'au Commandant de Compagnie du lieu de naissance.

Cas particulier : extrait de jugement par défaut accompagné d'un mandat d'arrêt : Vous devrez :

- Notifier le jugement comme il est indiqué précédemment.
- Mettre ensuite à exécution le mandat d'arrêt que l'intéressé ait fait ou non opposition au jugement par défaut.
- Dresser deux P.V distincts :
 - un pour la notification de l'extrait de jugement
 - un pour l'arrestation en vertu de mandat d'arrêt.

JUGEMENT DEFINITIF

Un jugement est dit définitif lorsque les délais d'appel sont écoulés. Si le condamné n'obtempère pas à l'avis que lui a envoyé le Procureur de la République, l'extrait de Jugement (contradictoire ou par défaut devenu définitif) revêtu du réquisitoire est adressé, pour exécution à la Force Publique - Dans ce cas, vous devez mettre à exécution cet extrait de jugement dans les mêmes conditions que le mandat d'arrêt.

III. MISE A EXECUTION

Porteur du mandat, lequel exhibe et en délivre copie à l'inculpé. La mise à exécution a lieu dans les conditions suivantes :

- L'agent chargé de l'exécution d'un mandat d'arrêt ne peut s'introduire dans le domicile d'un citoyen que pendant les heures légales (entre 05h et 19 heures).
- Il peut se faire accompagner d'une force suffisante pour que l'inculpé ne puisse se soustraire à la Loi. Cette force est prise dans le lieu le plus proche de celui où le mandat d'arrêt doit s'exécuter et elle est tenue de déférer aux réquisitions contenues dans le mandat.
- Si l'inculpé n'est pas découvert, le mandat d'arrêt est notifié à sa dernière résidence et il est dressé procès-verbal de perquisition. Ce P.V. est établi en présence des deux plus proches voisins de l'inculpé. Ils le signent ou s'ils ne savent ou ne veulent pas signer, il en fait mention ainsi que l'interpellation qui leur a été faite
- Le mandat d'arrêt et le P.V. sont ensuite transmis au juge mandant ou au greffe du Tribunal.

350
3

L'EXTRAIT DE JUGEMENT

I. Généralités

Dès que la condamnation à l'emprisonnement doit être exécutée, le Procureur de la République fait remettre au condamné un avis d'avoir à se constituer, dans un délai fixé, à tel établissement déterminé.

Si l'intéressé se constitue prisonnier, le Procureur de la République envoie l'extrait de Jugement (ou de l'arrêt) au Surveillant-Chef dès que celui-ci lui a rendu compte de l'écrou.

Au cas contraire, le Procureur de la République adresse à la Gendarmerie (ou à la Police) un réquisitoire d'arrestation qui, si le condamné est en fuite et n'a pu être retrouvé, est renvoyé au Parquet avec l'extrait et un P.V. de vaines recherches.

A. Définition :

L'extrait de jugement (ou d'arrêt) est la copie de la partie du jugement (ou de l'arrêt) qui concerne la condamnation.

NOTA : Le mot "Jugement" désigne toute décision prise par un collège de Magistrats ou par un Magistrat statuant comme juge unique. Dans le présent cas, il désigne plus spécialement la décision de Justice rendue par le Tribunal Correctionnel (ou de Première Instance).

Le mot "Arrêt" désigne ici toute décision de Justice rendue par un Cour de Justice : Cour d'Appel - Cour d'Assises - Cour Suprême.

B. Caractère

IMPORTANT

L'extrait de jugement (ou d'arrêt) n'est exécutoire par la Force Publique :

- que s'il est relatif à une peine d'emprisonnement ou à une peine plus grave
- que s'il est revêtu du réquisitoire d'incarcération du Procureur de la République

Dans ces conditions l'extrait de Jugement (ou Arrêt)

- a) Constitue un ordre de recherches et de conduite
- b) Donne lieu à des mesures coercitives
- c) Peut-être diffusé par tous moyens

C. Distinction : En matière de jugement, il y a lieu de distinguer :

- 1) - Le jugement contradictoire :

Le jugement devient définitif après l'expiration du délai d'appel

- 2) Le jugement par défaut :

Le jugement n'est pas définitif et est susceptible d'opposition, laquelle doit être formée dans les 10 jours de la signification au prévenu, à son domicile, à mairie ou à parquet.

Toutefois, si cette signification ne lui a pas été faite à personne, l'opposition est recevable jusqu'à expiration des délais de prescription de la peine

- 3) Le jugement par itératif défaut :

Le jugement est considéré comme ayant été rendu contradictoirement (cas du prévenu qui, ayant fait opposition à un premier jugement rendu par défaut, ne s'est pas présenté lors du deuxième jugement).

350
4

LA CONTRAINTE PAR CORPS

La contrainte par corps est une garantie à caractère pénal pour le recouvrement des amendes et frais de justice. Elle n'est pas une peine de remplacement, l'incarcération n'équivaut pas au paiement, c'est pourquoi le recouvrement des amendes et frais de justice se poursuit même après que le contraignable ait été incarcéré.

A. Généralités

Lorsqu'une personne a été condamnée pénalement (en matière criminelle, correctionnelle ou de Police)

- soit à une amende
- soit à des frais de justice
- soit à tout autre paiement au profit du trésor public (notamment en matière de douanes, d'infractions à la législation économique, etc...) elle est invitée, après signification de l'arrêt ou du jugement, à s'acquitter du montant de sa dette.

A défaut de ce paiement, il lui est fait envoi par Huissier d'un Commandement à payer.

Si elle n'obéit pas à ce commandement, le percepteur adresse au procureur de la République une demande d'incarcération appelée "contrainte par corps".

Le Procureur de la République prend alors les réquisitions qui rendent la contrainte par corps exécutoire cinq jours après la signification du commandement à payer.

Définition

La contrainte par Corps est une mesure coercitive prise à l'encontre d'une personne condamnée pour la contraindre au paiement de l'amende, des frais de justice et de toute somme due au profit du trésor.

B. Caractères : La contrainte par corps

Ne s'applique pas :

- à un militaire, même s'il est en permission ou en congé
- à une personne condamnée pour infraction
 - a) ayant un caractère politique
 - b) emportant une peine perpétuelle
- à une personne mineure au moment des faits
- à une personne âgée d'au moins soixante-cinq ans au moment de la condamnation.

Ne peut-être exercée simultanément contre le mari et la femme, même dans le cas de condamnations différentes.

C. Forme : La contrainte par corps doit :

- Indiquer :
 - Le jugement en vertu duquel elle est demandée
 - Le montant total de la somme due (amende, frais de justice ou autre paiement au profit du trésor)
 - La durée de l'incarcération en cas de non-paiement fixée par la loi entre un minimum et un maximum
 - Être revêtue du réquisitoire du Procureur de la République
- Porter l'ordre de transfèrement revêtu de la signature et du sceau du Percepteur

5

NOTA : La contrainte par corps est valable jusqu'à prescription de la peine. S'il s'est écoulé une année entière depuis le commandement à payer sans qu'une réquisition d'incarcération ait été signée, il doit être fait un nouveau commandement par huissier.

A T T E N T I O N!

Le condamné qui a subi une contrainte par corps n'est libéré d'aucune partie de sa dette. Le trésor public peut poursuivre le recouvrement de sa créance par tous les moyens de droit sur les biens du condamné, mais ne peut plus user une nouvelle fois entre lui de la contrainte par corps pour la même créance.

D. Mise à exécution

Les réquisitions pour contraintes par corps sont adressées à la gendarmerie par le Procureur de la République. Elles sont exécutoires au domicile des contraignables tous les jours entre 5 heures et 19 heures.

La contrainte par corps est exécutoire sur toute l'étendue du Territoire par les Officiers et Agents de Police Judiciaire.

- si vous découvrez le contraignable :
 - sur la voie publique
 - à son domicile (entre 5h et 19h)
 - au domicile d'une tierce personne (qui vous autorise à entrer chez elle pour y appréhender le contraignable)
- vous devez :
 - a) vous assurer de son identité
 - b) lui exhiber la contrainte par corps
 - c) lui demander si elle s'applique à lui
 - d) l'appréhender

Une distinction doit être faite entre :

- 1° Une contrainte par corps faisant suite à un jugement par défaut (l'opposition étant recevable)
- 2° Une contrainte par corps faisant suite à un jugement définitif (l'opposition n'étant pas recevable).

OPPOSITION RECEVABLE

(Pour la mise à exécution d'une telle contrainte, la conduite à tenir est celle prévue pour la mise à exécution d'un extrait de jugement par défaut).

Si l'intéressé fait opposition :

Vous devez :

- Recevoir son opposition
- Remettre le contraignable en liberté après lui avoir notifié les dates et heures de la prochaine audience, détenues auprès du parquet compétent.

S'il ne fait pas opposition

Vous devez :

- mettre à exécution la contrainte par corps (conduite identique à celle donnée à la page suivante).

MISSIONS DIVERSES

LA PROTECTION DE L'ENFANCE

I. Généralités :

La protection de l'enfance entre pleinement dans le cadre de la Mission Fondamentale de la Gendarmerie : "La protection des personnes et des biens".

Votre action dans le domaine de la protection de l'enfance doit porter sur les points suivants :

- 1° Prévention générale contre les accidents dont les mineurs peuvent être victimes.
- 2° Prévention générale contre les atteintes à la moralité des mineurs
- 3° Dépistage des mineurs en danger physique et moral
- 4° Intervention en cas d'infraction dont les mineurs sont les victimes ou auteurs

Dans le cadre de la protection de l'enfance vous agissez en liaison avec :

- Le Procureur de la République (Substitut chargé des affaires de mineurs)

II. Prévention générale contre les accidents dont les mineurs peuvent être les victimes

Vous devez protéger les mineurs contre :

- * **Les accidents de la circulation:**
 - Effectuer des services de régulation du trafic à l'entrée et à la sortie des écoles, lycées, ateliers et usines.
 - Leur interdire de jouer sur la voie publique
 - Intervenir lorsqu'ils utilisent des bicyclettes, cyclomoteurs dans des conditions dangereuses;
 - Leur enseigner le code de la route en mettant à profit des occasions qui se présentent.
- * **Les accidents de jeux :**
 - Intervenir lorsque vous les voyez jouer dans les endroits dangereux, carrière menaçant de s'effondrer, baignade profonde etc...
 - En utilisant des objets avec lesquels, ils risquent de se blesser (instruments contondants, explosifs, pétards etc...)
- * **Les accidents de travail :**
 - Veiller à l'application des prescriptions du travail concernant les mineurs et relatives à : durée du travail, l'interdiction du travail de nuit.
 - Interdiction des travaux présentant des causes de danger ou excédant leurs forces ou en les exposant à des manipulations ou à des émanations dangereuses pour leur vie, leur santé ou leur moralité.
 - Interdiction de faire des exercices périlleux ou de dislocation à des mineurs ou de leur confier des emplois dangereux.

La lecture des journaux et des livres interdits

- Veiller aux respects des interdictions relatives à :
- La fabrication, l'importation, la détention, l'exposition, la distribution, la mise, écrits, affiches, gravures, reproductions, objets, emblèmes contraires aux bonnes moeurs.
- La vente ou l'offre gratuite aux mineurs de publication de toute nature présentant un danger pour la jeunesse en raison de leur caractère licencieux ou pornographique
- L'exposition de ces publications à la vue du public en quelque lieu que ce soit et notamment à l'extérieur ou à l'intérieur des magasins.

La consommation des boissons alcoolisées

- Veiller aux respects des interdictions relatives à :
- La remise, la distribution ou l'envoi aux mineurs de prospectus, buvards ou autres objets nommant une boisson alcoolisée
- L'admission dans les débits de boissons de mineurs non accompagnés
- La vente ou l'offre gratuite dans les débits de boissons ou autres lieux publics de certaines boissons alcooliques suivant l'âge des mineurs
- Faire voire jusqu'à l'ivresse des mineurs

L'usage de substances vénéneuses (stupéfiants)

- Veiller au respect des interdictions relatives à :
- La vente ou l'offre gratuite de stupéfiants à toute personne, en particulier aux mineurs
- La délivrance d'ordonnance de complaisance en vue de se faire délivrer les dites substances
- La délivrance de ces substances sur présentation d'ordonnances fictives ou de complaisance

III. Prévention générale contre les atteintes à la moralité des mineurs

- Pour protéger les mineurs contre :

VOUS DEVEZ :

Les mauvais exemples

- Surveiller la tenue et l'attitude des personnes adultes, en particulier les milieux des grands rassemblements, fêtes, foires, boîtes de nuit
- Intervenir auprès des personnes dont le comportement, l'attitude ou la tenue constituent un mauvais exemple

S'il y a infraction, dressez P.V.
- soit pour excitation de mineur à la débauche,
- soit pour outrage aux bonnes moeurs ou pour outrage public à la pudeur.

Les spectacles interdits

- Veiller aux respects des interdictions relatives à :
 - La publicité par affiches contraires aux bonnes moeurs ou à la décence
 - L'accès des mineurs dans les salles de cinéma (films interdits aux mineurs)
 - L'accès des mineurs à certains établissements, cafés, maisons de jeux, etc...

L'emploi des mineurs

- Veiller aux respects des interdictions relatives à l'emploi au travail des mineurs, en particulier à :
 - L'emploi des mineurs dans les débits de boissons à consommer sur place
 - L'emploi d'un apprenti au-dessous de l'âge requis
 - Publicité abusive tendant à attirer des mineurs dans des lieux de débauche etc...

IV. DEPISTAGE DES MINEURS EN DANGER PHYSIQUE OU MORAL

Vous dépisterez les mineurs en danger physique ou moral :

- Dans la rue (allure, comportement, relations)
- Dans les lieux publics (but des rencontres, occupations...)
- Chez certains particuliers (sexualité, drogues et stupéfiants, trafic ...)
- Dans les établissements offrant des distractions ou spectacles (alcoolisme, tabagisme, pornographie)

En vous renseignant :

- Auprès des Maires
- Auprès des enseignants
- Auprès des ministres des Cultes
- Auprès des responsables des mouvements de jeunes
- Auprès des associations familiales
- Auprès des personnes qui, de par leur profession, passent souvent dans les familles (garde champêtre, préposés des postes, commerçants, employés de l'Electrogaz, cantonniers, représentants, etc...)

Vous dépisterez les mineurs en danger physique ou moral en vous intéressant particulièrement à :

- Leur famille :

- 1° Mauvais traitement, défaut de soins, manque de direction nécessaire
- 2° Déficiences physiques ou mentales des parents
- 3° Exemples pernicieux d'inconduite notoire
- 4° Conflit familial (coups, disputes, menaces, séparations, divorce etc...)

- Leurs fréquentations :

- Avec des adultes peu recommandables (vol, prostitution, homosexualité, usage et trafic de drogue ou de stupéfiants)
- Dans une bande (appartenance à cette bande, qui en est le leader, ou organisation, but etc...)

- Leurs occupations

- Absences non motivées de l'école (ramener l'enfant, le cas échéant, à l'établissement où il est inscrit)
- Tapages nocturnes, larcins
- Fréquentations de certains lieux (café, dancings, boîtes de nuit, cinémas, maisons de jeux, hôtels etc...)
- Emploi présentant des dangers physiques ou moraux
- Fugue, mendicité ou vagabondage etc...

En cas de découverte d'un mineur en danger physique ou moral, vous devez :

S'il y a simple anomalie de comportement qui peut même être ignorée par des parents ou autres responsables du mineur :

- a) appeler l'attention de ces derniers (agir avec prudence et tact)
- b) mettre le mineur en garde contre le danger qu'il court et l'admonester au besoin, mais sans brusquerie.

Si la situation est telle qu'elle compromet la santé, la sécurité, la moralité ou l'éducation du mineur

- AD
- a) Saisir le magistrat (PR ou Substitut chargé des mineurs)
 - soit directement par téléphone s'il y a urgence
 - soit par l'envoi d'un rapport sommaire (faits constatés, antécédents connus, renseignements succincts recueillis sur la réputation du mineur et de la famille.

V. INTERVENTION EN CAS D'INFRACTIONS DONT LES MINEURS SONT VICTIMES OU LES AUTEURS

A) Cas où le mineur est victime d'une infraction

Un mineur peut être victime de certaines infractions dont les plus fréquentes sont :

- Mauvais traitements
- Homosexualité
- Viol ou attentat à la pudeur avec ou sans violence
- Excitation de mineur à la débauche ou à la prostitution
- Exposition ou abandon d'enfant
- Enlèvement, détournement ou recel
- Abandon de famille
- Usage de substances vénéneuses

Lors de l'enquête vous devez :

- 1° Prendre des précautions pour l'audition du mineur, victime de l'infraction
- 2° Joindre à la procédure de constatations de l'infraction un rapport sommaire concernant le mineur. Lorsqu'à la lumière des faits il apparaît que celui-ci se trouve en danger physique ou moral
- 3° Adressez par l'intermédiaire de votre Commandant de Compagnie, une copie de la procédure à la Brigade du lieu où réside le mineur, si cette localité n'est pas située dans votre circonscription.

B) Cas où l'auteur d'une infraction est mineur

L'enquête judiciaire doit être menée avec le souci de :

- Rechercher la vérité,
- Connaître la personnalité du mineur
- Observer une discrétion rigoureuse

Ces trois objectifs conditionnent :

- L'attitude du mineur si l'enquêteur agit avec prudence et tact ...
- L'interrogatoire du mineur
- Les communications à la presse

Vis-à-vis de lui-même

- Sur le plan physique :
 - Ne pas le rudoyer
 - Ne pas le tutoyer et le brimer
 - Ne pas le garder à vue, ne pas le déposer à la chambre de Sûreté, ni l'assujettir au port des objets de Sûreté, sans en référer au P.R.
- Sur le plan moral :
 - Agir avec tact, doigté, souplesse
 - Ne pas l'humilier en faisant preuve d'une sévérité méprisante, ne pas dramatiser son cas.

- Ne pas lui donner l'impression que vous le considérez comme irrécupérable, mais au contraire capable de bien faire.
- Etre avec lui de la plus entière droiture en ayant recours ni à la ruse, ni être menaçant, ni avoir recours à des promesses mensongères.
- Ne pas le laisser accabler par une fureur souvent feinte de ses parents.
- Lui épargner toutes les scènes et toutes les paroles qui risqueraient de heurter l'affection ou l'admiration de l'enfant pour ses parents.

Vis-à-vis de l'interrogatoire

- Au cours de l'enquête proprement dite :
 - L'entendre en particulier et sur le ton de la conversation
 - Rechercher la spontanéité en le mettant en confiance
 - Ne pas abuser du tutoiement (en particulier pour les jeunes prostituées)
 - Eviter les prises de position trop hâtives lorsqu'il met en cause d'autres personnes
 - Eviter d'avoir recours à des confrontations
 - Relever tout ce qu'il déclare pour en déceler ensuite, le cas échéant, les contradictions ou les mobiles des déclarations.
 - Interrompre l'interrogatoire, si le mineur continue à rester muet; plutôt que le brusquer, attendre et faire reprendre l'interrogatoire au bout d'un moment par un autre enquêteur.
- Dans le Procès-Verbal d'audition :
 - Relater les propos du mineur en conservant le mieux possible leur vérité d'expression, c'est-à-dire en évitant de suggérer une réponse, de corriger le style quitte à mettre certaines phrases entre guillemets.
 - Rapporter les questions posées avec les réponses
 - Relater les mensonges successifs et même les propos qui ne se rapportent pas directement aux faits reprochés.
 - Noter l'attitude déprimée ou arrogante, désespérée ou cynique.
 - Fournir toutes les indications qui peuvent permettre de se faire une idée sur la personnalité du mineur.

Vis-à-Vis de la Presse

- Vous interdire toute communication à la presse concernant :
 - un mineur délinquant
 - un mineur qui a quitté ses parents, la personne ou l'institution à laquelle il était confié

A T T E N T I O N!

L'interrogatoire d'un mineur est délicat pour deux raisons :

- 1) - L'enfant peut subir, lors de son audition l'influence de ceux qui l'entourent, notamment de l'interrogateur lui-même
- 2) - L'interrogatoire donne une indication sur le caractère et le tempérament de l'enfant, à un moment où il n'aura pas encore eu le temps de se façonner une attitude.

Avant de commencer l'interrogatoire, il convient donc de chercher à savoir auprès de ses parents, enseignants, employeurs et camarades, si le mineur a tendance à la fabulation ou au mensonge.

11

NOTA :

Si, le jeune délinquant réside en dehors de votre circonscription, vous devez adresser par l'intermédiaire de votre Commandant de Compagnie, une copie de la procédure à la Brigade de son lieu de domicile.

Par ailleurs :

Dans tous les cas le civilement responsable (père, mère, tuteur, employeur, instituteur, etc...) sera entendu à la suite de l'audition du mineur.

VI. INTERVENTION DANS L'EXECUTION DES DECISIONS JUDICIAIRES
CONCERNANT LES MINEURS.

En principe, la Gendarmerie n'intervient pas dans l'exécution des décisions concernant le mineur. Cependant vous devez :

- Connaître les décisions décidées à l'égard des mineurs qui sont domiciliés dans votre circonscription.
- Admonestation, maintien dans la famille, remise à une personne de confiance.
- Déplacement dans un Centre d'éducation surveillée.
- Assurer une surveillance discrète des mineurs ayant fait l'objet d'une décision judiciaire pour signaler éventuellement au Procureur de la République les anomalies de leur comportement.
- Ne jamais intervenir d'initiative mais seulement sur demande expresse du magistrat (la nature et les limites du concours demandé sont alors nettement précisées).
- Prêter main-forte, le cas échéant, pour l'exécution des décisions judiciaires.

*

Fin du Cours de Police Judiciaire
Ruhengeri, le 20 Avril 1995

Major ZANGA BERTHE
Directeur des Etudes à l'EGENA
Chargé du Cours de Police Judiciaire